

2003

SCHWEIZERISCHE NATIONALBANK
BANQUE NATIONALE SUISSE
BANCA NAZIONALE SVIZZERA
BANCA NAZIUNALA SVIZRA
SWISS NATIONAL BANK



Balance suisse des paiements

Banque nationale suisse
Balance suisse des paiements 2003

Editeur

Banque nationale suisse
Statistique
CH-8022 Zurich
Téléphone 01 631 31 11

Impression

Zürichsee Druckereien AG
Seestrasse 86
CH-8712 Stäfa

Copyright

Reproduction et utilisation des chiffres autorisées
avec indication de la source

Internet

<http://www.snb.ch>

Imprimé en septembre 2004

Table des matières	
Page	
4	Résumé
7	Balance des transactions courantes
8	Adaptation de la balance des transactions courantes aux comptes nationaux selon le SEC95
10	Biens
12	Services
16	Revenus du travail et de capitaux
18	Transferts courants
20	Mouvements de capitaux
21	Investissements directs
28	Investissements de portefeuille
32	Autres mouvements de capitaux
32	Crédits des banques commerciales
34	Crédits des entreprises
36	Réserves monétaires
37	Erreurs et omissions nettes
38	Description des postes
40	Fondements juridiques
41	Fondements méthodologiques
43	Définition des pays et des régions dans la statistique des investissements directs
	Tableaux
5	1 Balance suisse des paiements, aperçu depuis 1999
8	2 Balance des transactions courantes, depuis 1994
11	3 Biens
14	4 Services
17	5 Revenus du travail et de capitaux
19	6 Transferts courants
23	7.1 Investissements directs suisses à l'étranger: répartition par branches
24	7.2 Investissements directs suisses à l'étranger: répartition géographique
26	8.1 Investissements directs étrangers en Suisse: répartition par branches
27	8.2 Investissements directs étrangers en Suisse: répartition géographique
30	9.1 Investissements de portefeuille: répartition selon le genre de titres
31	9.2 Investissements de portefeuille: répartition selon la monnaie
32	10.1 Crédits des banques commerciales: répartition selon le poste du bilan
33	10.2 Crédits des banques commerciales: répartition selon la monnaie
35	11 Crédits des entreprises: répartition par branches
	Graphiques
7	1 Balance des transactions courantes, soldes
7	2 Structure des recettes et des dépenses de la balance des transactions courantes en 2003
9	3 Adaptation de la balance des transactions courantes aux nouveaux CN
11	4 Commerce extérieur en 2003: répartition géographique
20	5 Mouvements de capitaux
22	6 Investissements directs
23	7 Investissements directs en 2003: répartition géographique
29	8 Investissements de portefeuille
37	9 Erreurs et omissions nettes (valeur absolue) en pour-cent du total des transactions de la balance des paiements

Résumé

Hausse sensible du solde actif de la balance des transactions courantes

La balance des transactions courantes a dégagé un excédent de 57 milliards de francs en 2003, contre 36 milliards l'année précédente. Cette évolution s'explique principalement par la hausse des revenus tirés des investissements directs suisses à l'étranger. En pourcentage du produit intérieur brut, l'excédent de la balance des transactions courantes a augmenté, passant de 8% en 2002 à 13% en 2003. Un niveau aussi élevé n'avait plus été observé depuis l'an 2000.

Forte augmentation des revenus de capitaux en provenance de l'étranger

Les revenus de capitaux en provenance de l'étranger ont atteint 83 milliards de francs; d'une année à l'autre, ils se sont accrus de près d'un tiers grâce aux importants revenus découlant des investissements directs à l'étranger. De même, les revenus versés à l'étranger au titre des investissements directs en Suisse ont nettement augmenté. Par contre, les sorties d'intérêts et de dividendes sur les investissements de portefeuille étrangers en Suisse et les intérêts versés à l'étranger par les banques ont diminué. Au total, les revenus de capitaux versés à l'étranger ont porté, en 2003, sur un montant presque identique à celui de l'année précédente.

Stagnation des échanges de biens et de services

Les échanges de biens et de services se sont vigoureusement accélérés, au second semestre, grâce à l'expansion de la demande étrangère. Sur l'ensemble de l'année, les exportations et les importations de biens et de services sont cependant restées légèrement inférieures aux chiffres de 2002, le premier semestre ayant été caractérisé par une conjoncture encore faible et des incertitudes dues à la guerre en Irak.

Retournement de tendance dans les investissements directs

Après deux ans de faiblesse, les investissements directs à l'étranger ont retrouvé de la vigueur en 2003. Les exportations de capitaux vers les Etats-Unis, vers les pays en développement et vers les économies émergentes se sont intensifiées. Par contre, les flux de capitaux vers les pays de l'UE ont diminué d'une année à l'autre. Les importations de capitaux en vue d'investissements directs en Suisse ont atteint 16 milliards de francs. Par rapport à l'année précédente, elles ont progressé de 6 milliards de francs à la suite de nombreuses acquisitions d'entreprises et du renforcement des capitaux investis dans les sociétés financières et holdings.

Recul des investissements de portefeuille

Les exportations de capitaux en vue d'investissements de portefeuille à l'étranger ont une nouvelle fois diminué légèrement. Portant sur 45 milliards de francs, elles ont cependant correspondu à leur moyenne à long terme. En 2003, les investisseurs suisses ont acquis presque exclusivement des titres de créance, près des deux tiers de ces titres étant libellés en francs. Quant aux investisseurs étrangers, ils ont vendu au total des titres suisses pour 3 milliards de francs en 2003, alors qu'ils en avaient acquis pour 11 milliards l'année précédente.

1 Balance suisse des paiements, aperçu depuis 1999^{1,*} en milliards de francs

	1999	2000	2001	2002 Chiffres révisés	2003 Chiffres provisoires
I. Balance des transactions courantes solde	44,1	51,7	33,8	36,2	57,0
Biens solde	-0,3	-4,2	-4,6	5,1	4,5
Commerce spécial, solde	1,0	-2,1	1,7	7,3	6,9
Recettes	114,4	126,5	131,7	130,4	130,7
Dépenses	-113,4	-128,6	-130,1	-123,1	-123,8
Autres postes, solde	-1,3	-2,2	-6,3	-2,2	-2,4
Services solde	22,8	27,3	23,4	23,3	24,0
Tourisme, solde	1,6	2,4	2,1	2,0	2,5
Recettes	11,8	13,1	12,7	12,3	12,6
Dépenses	-10,2	-10,7	-10,6	-10,3	-10,1
Commissions bancaires, solde	11,1	13,3	11,8	10,4	10,4
Recettes	12,0	14,6	12,9	11,3	11,3
Dépenses	-0,8	-1,3	-1,1	-0,9	-0,9
Autres services, solde	10,1	11,6	9,5	10,9	11,1
Revenus du travail et de capitaux solde	29,3	35,8	23,8	16,7	35,5
Revenus du travail, solde	-6,9	-8,3	-9,1	-9,2	-10,3
Recettes	1,6	1,7	2,0	1,9	2,1
Dépenses	-8,5	-9,9	-11,1	-11,1	-12,4
Revenus de capitaux, solde	36,2	44,0	32,9	25,9	45,8
Recettes	73,7	102,4	87,3	63,1	82,6
Investissements de portefeuille	21,7	24,5	24,6	22,9	22,0
Investissements directs	34,9	44,1	31,1	19,4	42,7
Autres revenus de capitaux	17,0	33,8	31,6	20,7	17,9
Dépenses	-37,4	-58,3	-54,4	-37,1	-36,8
Investissements de portefeuille	-9,9	-12,0	-13,7	-11,6	-10,9
Investissements directs	-15,7	-17,8	-12,8	-9,3	-13,2
Autres revenus de capitaux	-11,8	-28,5	-27,8	-16,2	-12,8
Transferts courants solde	-7,8	-7,1	-8,8	-8,9	-7,0
II. Transferts en capital solde	-0,8	-6,0	2,6	-1,8	-1,0
III. Mouvements de capitaux solde	-48,6	-39,0	-59,4	-36,9	-43,2
Investissements directs solde	-32,4	-42,9	-15,8	-2,8	-5,5
Investissements directs suisses à l'étranger	-50,0	-75,4	-30,8	-12,3	-21,1
Capital social	-23,8	-56,0	-22,0	-24,6	-4,9
Bénéfices réinvestis	-18,3	-16,8	-4,0	8,7	-15,4
Crédits	-7,9	-2,6	-4,8	3,6	-0,8
Investissements directs étrangers en Suisse	17,6	32,5	14,9	9,5	15,6
Capital social	7,6	19,9	15,8	4,0	11,5
Bénéfices réinvestis	9,7	11,0	1,0	2,1	3,2
Crédits	0,3	1,7	-1,8	3,4	0,9

	1999	2000	2001	2002	2003
				Chiffres révisés	Chiffres provisoires
Investissements de portefeuille solde	-61,5	-19,9	-69,1	-35,2	-47,0
Investissements de portefeuille suisses à l'étranger	-70,4	-37,7	-72,3	-46,6	-44,5
Titres de créance	-44,1	-3,4	-47,1	-34,8	-41,6
Emprunts obligataires et notes	-39,8	-1,7	-39,3	-29,6	-32,9
Papiers monétaires	-4,2	-1,6	-7,8	-5,2	-8,7
Titres de participation	-26,3	-34,3	-25,2	-11,9	-2,9
Investissements de portefeuille étrangers en Suisse	8,9	17,8	3,2	11,4	-2,5
Titres de créance	0,6	2,5	0,1	2,6	3,7
Emprunts obligataires et notes	0,5	2,3	-0,8	0,0	2,2
Papiers monétaires	0,1	0,2	0,9	2,6	1,5
Titres de participation	8,2	15,3	3,1	8,8	-6,2
Autres mouvements de capitaux solde	42,4	17,1	26,7	4,8	13,8
Crédits des banques commerciales, solde	27,5	11,0	18,0	-26,8	-6,8
Crédits à l'étranger	-116,1	-140,4	45,9	-85,5	-14,3
Crédits à des banques	-106,4	-123,6	41,9	-88,3	-4,3
Autres crédits	-9,7	-16,8	4,0	2,8	-10,0
Crédits de l'étranger	143,6	151,4	-27,9	58,7	7,5
Crédits de banques	134,6	159,3	-29,1	48,8	-12,8
Autres crédits	9,0	-7,8	1,2	9,9	20,3
Crédits des entreprises ² , solde	3,1	-1,2	-8,9	-8,7	6,1
Crédits à l'étranger	2,0	-13,9	-11,5	-7,6	-2,8
Crédits de l'étranger	1,1	12,8	2,6	-1,1	8,9
Crédits des collectivités publiques, solde	0,2	0,0	0,0	0,3	-0,1
Autres investissements, solde	11,6	7,3	17,5	40,1	14,7
Réserves monétaires total³	2,8	6,7	-1,1	-3,7	-4,5
Variation des avoirs à l'étranger	-1,3	6,7	-1,1	-3,7	-4,5
Ajustements de valeur sur les avoirs à l'étranger	4,1
IV. Erreurs et omissions nettes poste résiduel	5,3	-6,7	23,0	2,5	-12,8

1 Le signe moins (-) signifie un excédent des importations sur les exportations, dans les transactions courantes, et une exportation de capitaux, dans tous les autres postes.

2 Les crédits au sein de groupes figurent sous les investissements directs.

3 Depuis l'an 2000, ces données sont calculées à partir des flux, conformément aux recommandations du FMI. Jusqu'en 1999, elles étaient tirées, selon les recommandations alors applicables, des variations des stocks, ce qui nécessitait une compensation pour les variations de la position extérieure qui n'étaient pas dues à des transactions.

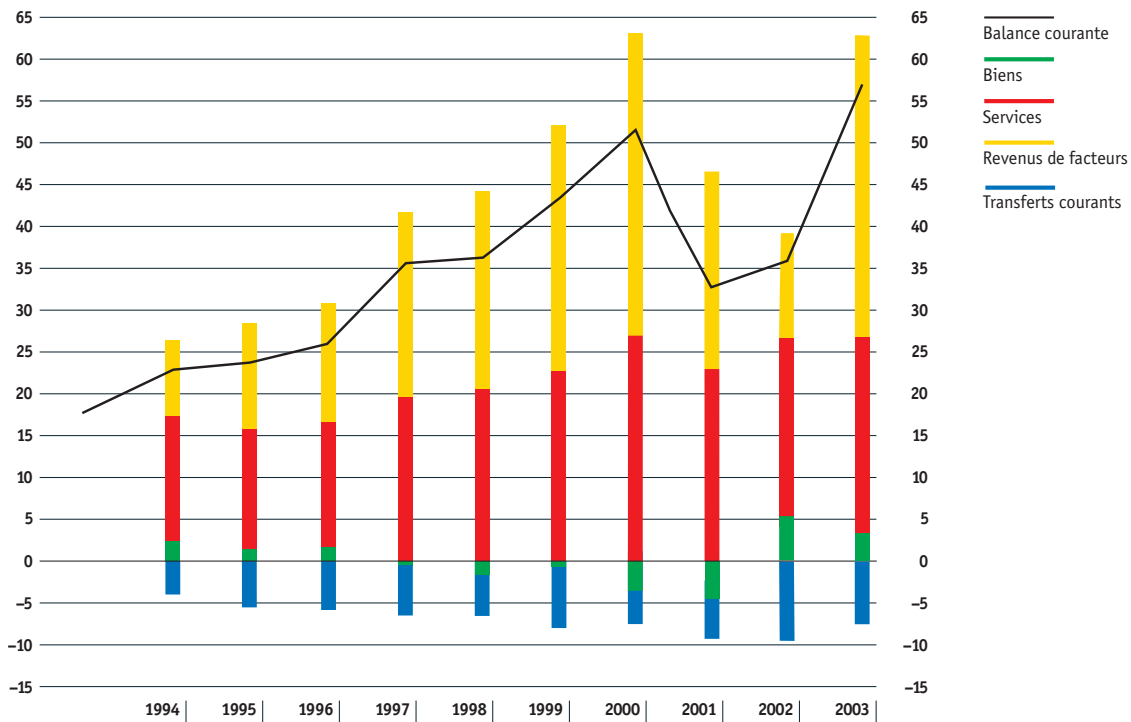
* Les différences dans les totaux et les soldes viennent du fait que les chiffres ont été arrondis.

Balance des transactions courantes

Le solde actif de la balance des transactions courantes a augmenté, passant de 36 milliards de francs en 2002 à 57 milliards l'année suivante. Les revenus nets de capitaux se sont accrus de 20 milliards pour atteindre 46 milliards de francs. Ils ont ainsi joué un rôle déterminant dans l'évolution de l'excédent de la balance des transactions courantes. Les quatre cinquièmes de cet excédent ont découlé des revenus nets tirés des placements de capitaux. Dans les échanges de biens et de services, tant les exportations que les im-

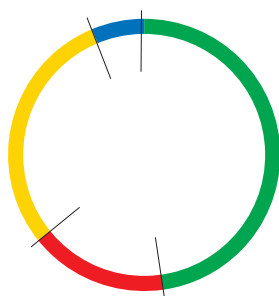
Forte progression des revenus nets de capitaux

Balance des transactions courantes soldes en milliards de francs Graphique 1



Structure des recettes et des dépenses de la balance des transactions courantes en 2003

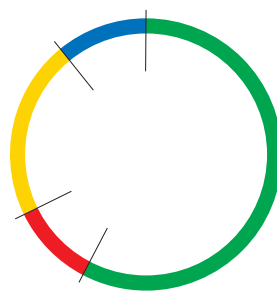
Graphique 2



Structure des recettes en %

- Biens 48
- Services 16
- Revenus de facteurs 30
- Transferts courants 6

Total:
287 milliards de francs



Structure des dépenses en %

- Biens 58
- Services 10
- Revenus de facteurs 21
- Transferts courants 11

Total:
230 milliards de francs

portations ont marqué de légers replis en 2003. Le solde actif de la balance des biens et services est resté inchangé à 28 milliards de francs. En outre, les revenus du travail et les transferts courants ont affiché des soldes passifs de respectivement 10 milliards et 7 milliards de francs, soldes qui sont dus à la rémunération des frontaliers étrangers et aux transferts de la main-d'œuvre étrangère travaillant en Suisse.

2 Balance des transactions courantes, depuis 1994

	Recettes	Dépenses	Solde	Solde en % du produit intérieur brut
	en milliards de francs	en milliards de francs	en milliards de francs	
1994	169,3	145,9	23,4	6,4
1995	170,2	145,8	24,4	6,6
1996	177,8	151,4	26,4	7,1
1997	204,0	168,2	35,8	9,4
1998	225,5	189,0	36,5	9,4
1999	252,0	207,9	44,1	11,1
2000	303,3	251,5	51,7	12,4
2001	293,8	260,0	33,8	8,0
2002	266,6	230,4	36,2	8,5
2003	286,8	229,8	57,0	13,2

Adaptation de la balance des transactions courantes aux comptes nationaux selon le SEC95

Le passage des comptes nationaux (CN) au Système européen des comptes nationaux 1995 (SEC95) a induit un certain nombre d'adaptations dans la balance des transactions courantes, mais aussi de très légères modifications dans les mouvements de capitaux. Des comparaisons entre les données de la balance des paiements et les CN resteront ainsi possibles. Dans les services, seule une partie des adaptations a pu être apportée dans le domaine des assurances; l'harmonisation sera achevée dès que possible. Sans ces adaptations, la balance des transactions courantes aurait dégagé un excédent légèrement plus élevé.

Jusqu'à présent, les importations renvoyées à l'étranger étaient comptabilisées comme exportations, sous **marchandises en retour**. Elles sont maintenant déduites des importations de biens. De même, les exportations renvoyées en Suisse ne sont plus comptabilisées dans les importations, mais sont déduites des ventes à l'étranger.

Dans les **assurances privées**, une partie des primes encaissées de l'étranger est prise en compte en tant qu'exportations de services conformément au SEC95. Les primes encaissées (abstraction faite des services d'assurance) et les prestations versées à la suite de sinistres sont comptabilisées dans les transferts courants. Selon les définitions du SEC95, les caisses de pensions, les caisses-maladie et la Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents (SUVA) font partie des assurances privées. Aussi, dans la balance des transactions courantes, une nouvelle composante – les assurances sociales privées – a-t-elle été ajoutée aux services et aux transferts courants. Cette nouvelle composante tient compte des caisses de pensions et

de la SUVA. Les caisses-maladie, quant à elles, entrent dans les autres assurances directes.

Les taxes perçues par les ambassades et les consulats entrent, selon le SEC95, dans la catégorie des **services de l'Etat** et ne sont par conséquent plus comptabilisées parmi les transferts du secteur public.

Les **droits de timbre**, comptabilisés précédemment dans les transferts du secteur public, entrent maintenant dans la composition des autres services.

Les cotisations que les employeurs versent à des caisses de pensions et à la SUVA pour les frontaliers étrangers sont maintenant incluses dans les **revenus du travail** de cette catégorie de main-d'œuvre.

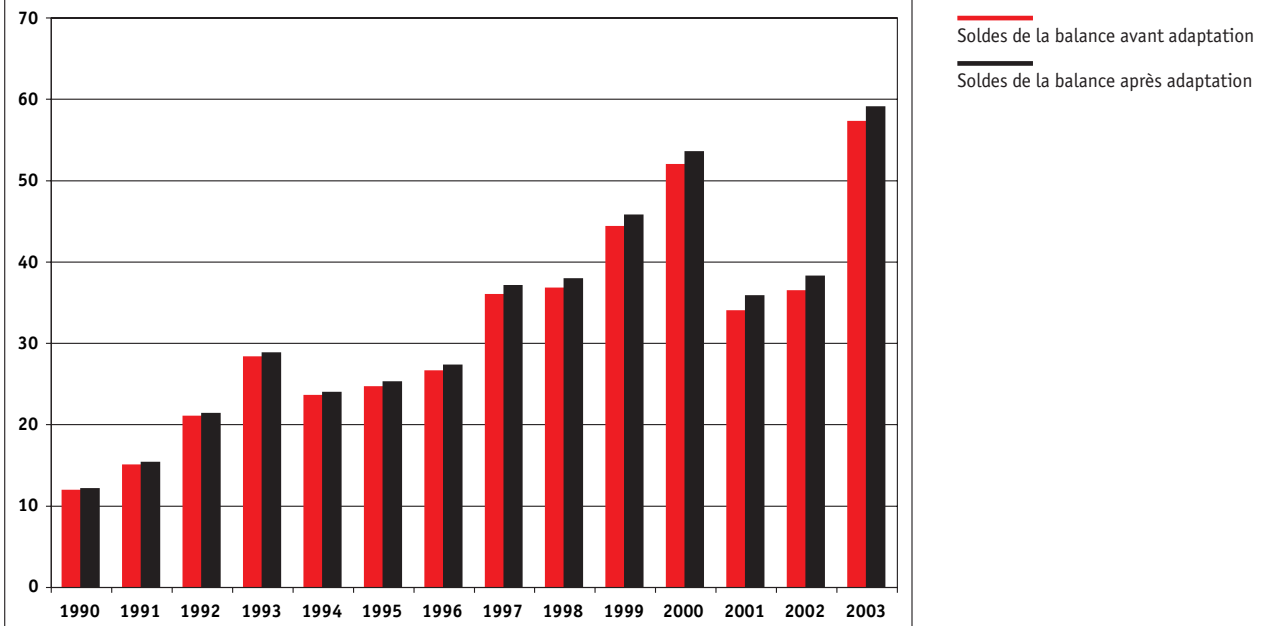
Dans le nouveau système, la variation des droits que les ménages à l'étranger détiennent sur les provisions des caisses de pensions est prise en considération dans les **revenus de capitaux**.

Les primes que la SUVA, les caisses de pensions et les caisses-maladie tirent de l'étranger (abstraction faite des frais de service) et les rentes qui en découlent entrent dans les **transferts du secteur privé**. Précédemment, les données afférentes à la SUVA figuraient dans les transferts du secteur public. Les données des caisses de pensions faisaient simplement l'objet d'une inscription «pour mémoire», tandis que celles des caisses-maladie n'étaient pas prises en considération.

Les montants remboursés, l'année suivante, aux frontaliers étrangers dans le cadre de l'assurance-chômage n'interviennent plus dans les **transferts publics**.

Adaptation de la balance des transactions courantes aux nouveaux CN en milliards de francs

Graphique 3



Biens

Stagnation du commerce extérieur

En 2003, le commerce extérieur suisse a stagné du fait de la faiblesse qui, au premier semestre, a caractérisé la conjoncture tant en Suisse qu'à l'étranger. Au second semestre, il s'est sensiblement accéléré dans le sillage de la reprise de l'économie mondiale. En valeur, les exportations de biens (commerce spécial sans les métaux précieux, les pierres gemmes, les objets d'art et les antiquités) ont à peine progressé, et les importations n'ont augmenté que de 0,5%. Les prix moyens ayant légèrement diminué à l'importation et stagné à l'exportation, les termes de l'échange se sont quelque peu améliorés. D'une année à l'autre, le solde actif de la balance commerciale est resté inchangé à 7 milliards de francs.

Légère progression des exportations de la chimie, mais recul des ventes de l'industrie des machines

La chimie, principale branche exportatrice, a pu de nouveau accroître légèrement ses ventes à l'étranger. Les exportations de métaux et d'instruments de précision ont elles aussi progressé. Par contre, l'industrie des machines et de l'électronique – la deuxième branche exportatrice – et l'industrie horlogère ont toutes deux subi un recul de leurs ventes à l'étranger.

Livraisons en hausse aux pays de l'UE et en baisse aux Etats-Unis

Les livraisons à l'UE ont augmenté de 1% environ. L'Allemagne, le plus important partenaire commercial de la Suisse, a accru de 2% ses importations de produits suisses; il convient cependant de préciser que ce résultat est dû en partie à des ventes d'avions. Les exportations vers la France et, dans une moindre mesure, vers les Etats-Unis ont sensiblement diminué. En revanche, les ventes aux pays en transformation ont enregistré une croissance à deux chiffres. Enfin, les exportations vers les pays en développement ont chuté, tout comme celles vers les économies émergentes.

Légère augmentation des importations dans presque toutes les catégories de biens

Grâce à l'amélioration de la conjoncture en Suisse, les importations ont marqué une reprise au second semestre. En 2003, elles ont augmenté légèrement, en valeur, dans toutes les catégories de marchandises, à l'exception des biens de consommation.

Davantage d'importations en provenance de l'UE, mais recul des achats aux Etats-Unis

Les importations en provenance de l'UE ont augmenté. L'Allemagne a même accru de près de 4% ses livraisons à la Suisse. La France et l'Italie ont pu elles aussi renforcer nettement leurs exportations vers la Suisse. Grâce surtout à la Chine, les pays en transition ont fourni également davantage de marchandises à la Suisse. Par contre, les importations en provenance des Etats-Unis, des pays en développement et des économies émergentes ont reculé d'une année à l'autre.

Repli, en valeur, des échanges d'énergie électrique

Les exportations d'énergie électrique ont fléchi de 10% en volume. Les prix ayant augmenté, elles n'ont diminué que légèrement en valeur. Quant aux importations, elles se sont repliées en valeur du fait de leur recul en volume.

Autres biens

Dans l'évolution des autres biens, les métaux précieux et les pierres gemmes, qui sont soumis à de fortes fluctuations et à des effets particuliers, jouent un rôle déterminant. Les ventes à l'étranger ont chuté de près d'un cinquième, et les importations, de 16%.

3 Biens

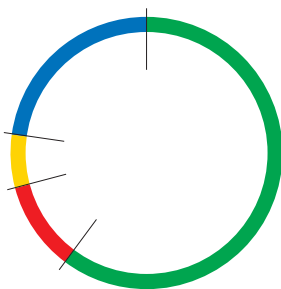
	1999	2000	2001	2002	2003	Variation par rapport à 2002
	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	Chiffres révisés en millions de francs	Chiffres provisoires en millions de francs	en %
Commerce spécial¹						
Recettes	114446	126549	131717	130381	130662	0,2%
Dépenses	113416	128615	130052	123125	123778	0,5%
Solde	1030	-2066	1665	7256	6884	
Energie électrique						
Recettes	2069	1944	2963	2509	2434	-3,0%
Dépenses	1462	1475	1896	1488	1357	-8,8%
Solde	607	469	1067	1021	1077	
Autres biens²						
Recettes	4951	9253	5380	5142	3966	-22,9%
Dépenses	6864	11873	12762	8317	7453	-10,4%
Solde	-1913	-2620	-7382	-3175	-3487	
Total						
Recettes	121466	137746	140060	138031	137062	-0,7%
Dépenses	121742	141963	144710	132930	132588	-0,3%
Solde	-276	-4217	-4650	5102	4474	

1 Sans les métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités, qui sont inclus dans les autres biens.

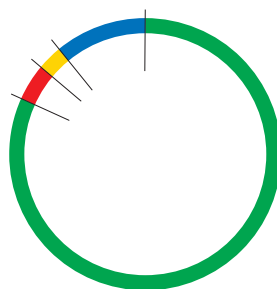
2 Depuis 2000, le perfectionnement à façon figure en données brutes dans les autres biens.

Commerce extérieur en 2003: répartition géographique

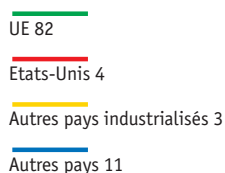
Graphique 4



Exportations de biens
en %



Importations de biens
en %



Services

Nouveau repli des recettes tirées des séjours de vacances et d'affaires...

Dans le domaine du tourisme, les recettes ont augmenté d'une année à l'autre, mais leur progression a découlé des dépenses de consommation des titulaires de permis de courte durée, dépenses qui sont maintenant comptabilisées sous ce poste. En fait, les recettes tirées des séjours de vacances et d'affaires ont reculé de 4% et le nombre de nuitées des hôtes étrangers dans des hôtels et des établissements de cure en Suisse a fléchi de 5%. Le nombre de visiteurs en provenance de l'UE a diminué de 3%, la baisse étant même de 4% du côté de l'Allemagne, le pays d'où provient le plus grand nombre de touristes. La clientèle américaine et japonaise a reculé encore plus fortement. Ces baisses s'expliquent par trois facteurs: la lenteur de la reprise dans les pays de l'UE, la faiblesse du dollar des Etats-Unis et la guerre en Irak. Le secteur de la parahôtellerie a suivi la même évolution. En effet, le nombre de nuitées que les hôtes étrangers ont passées en appartements de vacances a diminué. En revanche, le nombre d'étudiants étrangers a progressé, de même que les recettes tirées du trafic journalier et de transit.

... et des dépenses

Les dépenses pour des séjours de vacances et d'affaires à l'étranger ont diminué de 3%. Mais celles qui découlent du trafic journalier et de transit ont augmenté. Les touristes ont acheté davantage de biens à l'étranger, et ceux-ci ont coûté plus cher à la suite de la fermeté de l'euro et de hausses de prix.

Progression des exportations de services des assurances

En 2003, les primes que les compagnies d'assurances ont encaissées de l'étranger ont continué à progresser. Leur progression n'a cependant pas été aussi forte qu'en 2002, année qui avait été caractérisée par des majorations substantielles de primes après les attentats terroristes aux Etats-Unis. Les exportations de services des assurances ont atteint 5 milliards de francs en 2003, soit 10% de plus que l'année précédente.

Poursuite de la tendance au recul dans les transports internationaux

Les recettes tirées du transport de personnes – elles découlent principalement des voyages que des non-résidents ont effectués avec des compagnies aériennes suisses – ont fléchi une fois encore. Par contre, les dépenses ont augmenté; le nombre de destinations desservies par les compagnies suisses ayant diminué, les voyageurs ont recouru davantage aux compagnies aériennes étrangères. Dans les services liés aux transports, en particulier aux transports aériens, les recettes comme les dépenses sont restées inférieures aux chiffres de 2002. Au total, les recettes au titre des transports internationaux se sont repliées légèrement, tandis que les dépenses ont fléchi de 6%.

Les opérations de commissions des banques ont stagné en 2003, après un recul de 12% l'année précédente. Ces recettes, fortement dépendantes de la gestion de fortune, ont encore subi les effets de la morosité des marchés financiers au début de l'année. Une fois le redressement des marchés amorcé, soit à partir du deuxième trimestre de 2003, les opérations de commissions des banques ont sensiblement progressé, ce qui a compensé le repli observé dans la première moitié de l'année.

Au total, les recettes tirées des services ont porté sur 47 milliards de francs, soit un montant inchangé par rapport à l'année précédente. Les dépenses ont diminué d'un milliard pour s'établir à 23 milliards de francs. Le solde actif de la balance des services a ainsi augmenté, passant de 23 milliards de francs en 2002 à 24 milliards l'année suivante.

Fin du recul des commissions bancaires grâce au redressement des marchés financiers

Légère augmentation du solde actif de la balance des services

4 Services

	1999	2000	2001	2002	2003	Variation par rapport à 2002
	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	Chiffres révisés en millions de francs	Chiffres provisoires en millions de francs	en %
Tourisme total						
Recettes	11767	13134	12676	12269	12589	2,6%
Dépenses	10175	10718	10557	10306	10061	-2,4%
Solde	1592	2416	2119	1963	2528	
Voyages de vacances et d'affaires						
Recettes	8338	9100	8753	8349	8047	-3,6%
Dépenses	8698	9209	9042	8856	8581	-3,1%
Solde	-360	-109	-289	-508	-534	
Trafic journalier et de transit						
Recettes	2329	2778	2569	2876	2940	2,3%
Dépenses	1070	1102	1097	1431	1461	2,1%
Solde	1259	1676	1472	1445	1479	
Autres services touristiques						
Recettes	341	369	367	. ¹	. ¹	.
Dépenses	390	390	400	. ¹	. ¹	.
Solde	-49	-21	-33	. ¹	. ¹	
Dépenses de consommation des travailleurs étrangers						
Recettes	759	887	988	1045	1602	53,3%
Dépenses	17	18	19	19	19	0,0%
Solde	742	869	969	1026	1583	
Assurances privées						
Recettes	2992	2582	1959	4333	4759	9,8%
Dépenses	125	125	125	133	133	0,0%
Solde	2867	2457	1834	4200	4627	
Opérations de commerce en transit						
Recettes	1362	1439	1292	2028	1706	-15,9%
Transports total						
Recettes	6623	7664	7491	5160	5088	-1,4%
Dépenses	5239	5940	5477	4099	3863	-5,8%
Solde	1384	1724	2014	1061	1225	
Personnes						
Recettes	3450	3952	4241	2872	2723	-5,2%
Dépenses	2824	3284	3278	2596	2680	3,2%
Solde	626	668	964	275	44	
Marchandises						
Recettes	1082	1361	1077	748	874	16,9%
Dépenses ²	0	0	0	0	0	
Solde	1082	1361	1077	748	874	
Autres services en matière de transports						
Recettes	2092	2351	2173	1540	1490	-3,3%
Dépenses	2415	2655	2199	1503	1183	-21,3%
Solde	-324	-305	-27	38	307	

	1999	2000	2001	2002	2003	Variation par rapport à 2002
	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	Chiffres révisés en millions de francs	Chiffres provisoires en millions de francs	en %
Postes, messageries et télécommunications						
Recettes	1267	1485	1296	1283	1286	0,3%
Dépenses	1229	1495	1561	1357	1303	-4,0%
Solde	38	-11	-265	-74	-16	
Autres services total						
Recettes	19953	24128	23306	21974	21637	-1,5%
Dépenses	4368	4893	6909	7863	7692	-2,2%
Solde	15586	19235	16397	14112	13945	
Commissions bancaires						
Recettes	11978	14608	12874	11317	11276	-0,4%
Dépenses	845	1322	1099	924	913	-1,2%
Solde	11132	13286	11775	10393	10363	
Services à contenu technologique						
Recettes	4160	4846	5456	6755	6133	-9,2%
Dépenses	3208	3250	5486	6624	6455	-2,5%
Solde	953	1596	-31	131	-323	
Divers services						
Recettes	3816	4675	4976	3902	4228	8,4%
Dépenses	315	321	324	315	323	2,8%
Solde	3501	4354	4652	3587	3905	
Total						
Recettes	43964	50431	48020	47047	47065	0,0%
Dépenses	21136	23171	24629	23757	23051	-3,0%
Solde	22828	27260	23392	23290	24014	

- 1 Depuis 2002, les autres services touristiques sont inclus dans le trafic journalier et de transit.
- 2 Les dépenses pour le transport de marchandises sont le plus souvent incluses dans les importations de biens.

Revenus du travail et de capitaux

Revenus du travail en hausse

Dans les revenus du travail, les recettes de la Suisse ont progressé de 9% pour s'inscrire à 2 milliards de francs. Elles portent essentiellement sur les salaires que perçoivent les personnes au service des organisations internationales en Suisse. Ces dernières sont considérées comme des entités extraterritoriales et, partant, comme des non-résidentes. Quant aux dépenses de la Suisse, elles découlent principalement des salaires versés aux frontaliers étrangers et, depuis 2003, aux titulaires de permis de courte durée, c'est-à-dire aux personnes travaillant moins de quatre mois par an en Suisse. La prise en compte des titulaires de permis de courte durée et l'augmentation du nombre de frontaliers étrangers ont engendré un fort accroissement des salaires versés à l'étranger.

Vive expansion des revenus tirés des investissements directs à l'étranger

Les revenus tirés des capitaux investis à l'étranger ont atteint 83 milliards de francs, soit un montant dépassant de 31% celui de 2002. Cette vive expansion s'explique en grande partie par les bénéfices accrus qu'ont dégagés les filiales à l'étranger. Les revenus tirés des investissements directs à l'étranger se sont établis en effet à 43 milliards de francs, contre 19 milliards l'année précédente. En 2002, des pertes subies par des filiales à l'étranger avaient entraîné un sensible recul de ces revenus. Dans les investissements de portefeuille, les revenus de la Suisse se sont inscrits à 22 milliards de francs. D'une année à l'autre, ils ont diminué de 4%, du fait principalement de la baisse des taux d'intérêt. Celle-ci explique également le repli des revenus que les banques ont tirés de leurs opérations avec la clientèle et des banques à l'étranger. Enfin, la Banque nationale suisse a obtenu, sur ses placements de devises, des revenus inchangés d'une année à l'autre.

Stagnation des revenus découlant des capitaux étrangers investis en Suisse

Les revenus découlant des capitaux étrangers investis en Suisse se sont établis à 37 milliards de francs, comme l'année précédente. Du côté des investissements directs, tant les versements d'intérêts et de dividendes que les bénéfices réinvestis ont augmenté. Les intérêts et dividendes versés sur les investissements de portefeuille étrangers en Suisse ont porté sur 11 milliards de francs. Par rapport à l'année précédente, ils ont fléchi de 6% à la suite du repli des taux d'intérêt et de la vente de titres de participation. Le repli des taux d'intérêt explique également la diminution des intérêts versés à l'étranger par les banques.

Forte augmentation des revenus nets de capitaux

Au total, les revenus nets de capitaux se sont accrus de 20 milliards pour atteindre 46 milliards de francs.

5 Revenus du travail et de capitaux

	1999	2000	2001	2002	2003	Variation par rapport à 2002
	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	Chiffres révisés en millions de francs	Chiffres provisoires en millions de francs	en %
Revenus du travail						
Recettes	1623	1679	1984	1904	2068	8,6%
Dépenses	8539	9943	11065	11149	12378	11,0%
Solde	-6916	-8264	-9081	-9245	-10310	
Revenus de capitaux total						
Recettes	73651	102375	87323	63054	82631	31,0%
Dépenses	37403	58326	54392	37120	36803	-0,9%
Solde	36247	44049	32931	25934	45828	
Investissements de portefeuille						
Recettes	21687	24509	24605	22942	22023	-4,0%
Dépenses	9915	12042	13724	11578	10852	-6,3%
Solde	11772	12467	10881	11365	11171	
Investissements directs						
Recettes	34931	44103	31145	19381	42694	120,3%
Dépenses	15674	17761	12831	9339	13157	40,9%
Solde	19257	26342	18314	10042	29537	
Autres revenus de capitaux						
Recettes	17033	33763	31573	20731	17914	-13,6%
Dépenses	11814	28524	27837	16203	12794	-21,0%
Solde	5218	5240	3736	4528	5120	
dont opérations d'intérêts des banques						
Recettes	12911	29018	27464	17613	15114	-14,2%
Dépenses	11039	27711	27075	15469	12065	-22,0%
Solde	1872	1307	389	2144	3048	
Total						
Recettes	75273	104054	89306	64958	84699	30,4%
Dépenses	45942	68269	65457	48269	49181	1,9%
Solde	29331	35785	23849	16689	35518	

Transferts courants

Légère augmentation des recettes...

Les transferts courants de l'étranger vers la Suisse ont totalisé 18 milliards de francs en 2003, soit 1 milliard de plus que l'année précédente. Les transferts du secteur privé – ils portent principalement sur les primes encaissées par les assureurs privés – ont progressé de 9% pour atteindre 15 milliards de francs. Dans les transferts du secteur public, les recettes des assurances sociales comme les impôts et taxes payés de l'étranger ont augmenté fortement.

... et stagnation des dépenses

D'une année à l'autre, les transferts courants de la Suisse vers l'étranger sont restés inchangés à 25 milliards de francs. Du côté du secteur privé, les prestations que les compagnies d'assurances ont versées à l'étranger à la suite de sinistres ont porté sur une somme moins élevée que l'année précédente. La main-d'œuvre étrangère domiciliée en Suisse (travailleurs avec permis d'établissement, travailleurs à l'année et titulaires de permis de courte durée) étant plus nombreuse, les transferts qu'elle a effectués se sont accrus. Les transferts du secteur public vers l'étranger se sont maintenus à leur niveau de 2002, soit à 6 milliards de francs.

6 Transferts courants

	1999	2000	2001	2002	2003	Variation par rapport à 2002
	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	Chiffres révisés en millions de francs	Chiffres provisoires en millions de francs	en %
Transferts du secteur privé total						
Recettes	9167	8649	13603	13575	14785	8,9%
Dépenses	13646	12559	19327	19328	18644	-3,5%
dont transferts d'immigrés	2837	2876	3070	3178	3582	12,7%
Solde	-4478	-3909	-5724	-5753	-3859	
Transferts du secteur public total						
Recettes	2146	2387	2783	3031	3194	5,4%
Dépenses	5421	5583	5880	6138	6314	2,9%
Solde	-3275	-3196	-3097	-3107	-3120	
Assurances sociales						
Recettes	744	900	1026	1339	1429	6,8%
Dépenses	3475	3615	3897	3970	4128	4,0%
Solde	-2732	-2716	-2870	-2631	-2698	
Etat						
Recettes	1403	1488	1756	1692	1764	4,3%
Dépenses	1946	1968	1983	2168	2186	0,9%
Solde	-543	-480	-227	-476	-422	
Total						
Recettes	11314	11036	16386	16606	17978	8,3%
Dépenses	19067	18141	25207	25466	24958	-2,0%
Solde	-7753	-7105	-8821	-8860	-6979	

Mouvements de capitaux

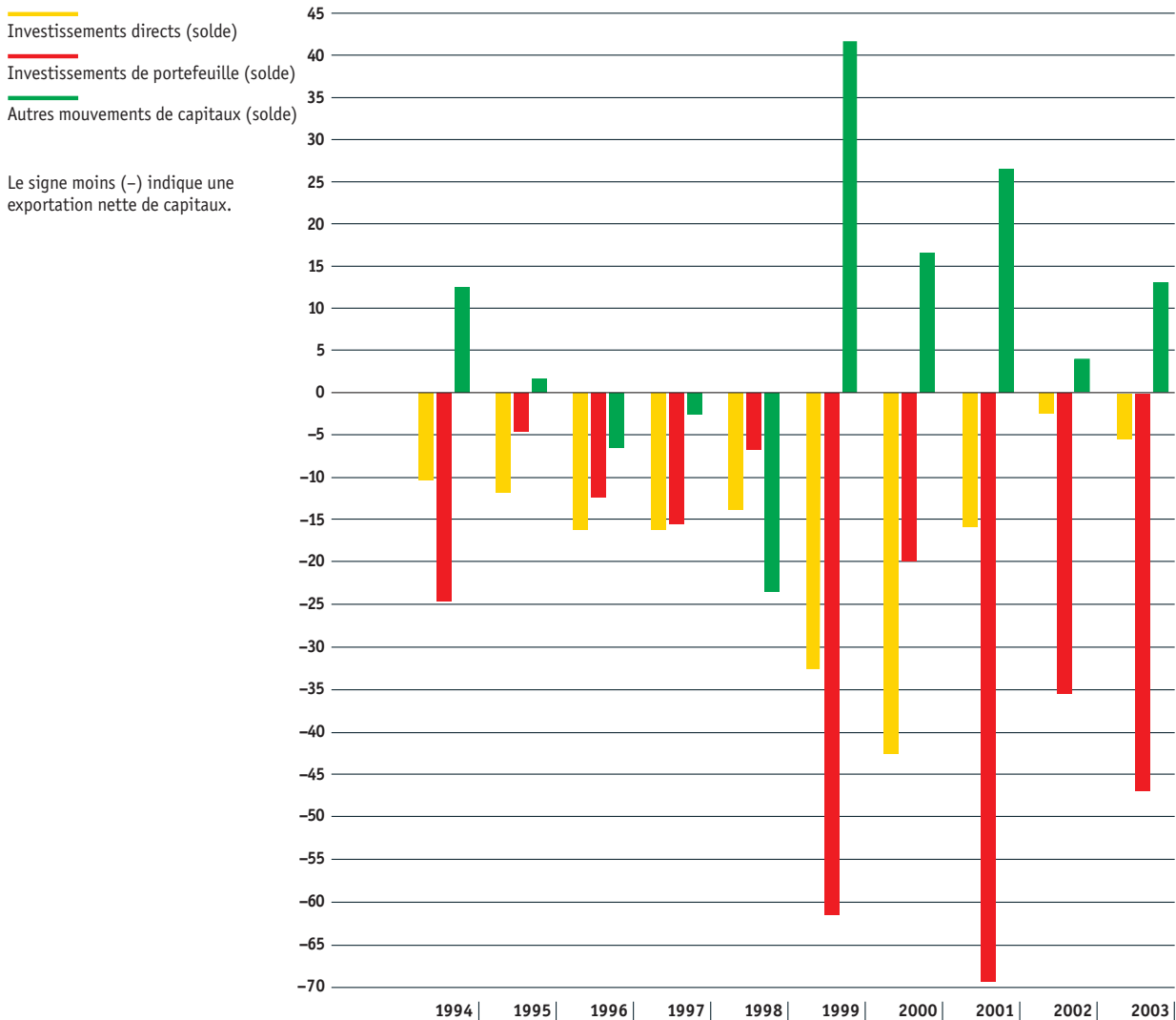
Part accrue des investissements directs et des investissements de portefeuille

En 2003, les investissements directs et les investissements de portefeuille ont joué un rôle dominant dans les mouvements de capitaux. Constatant l'amélioration des perspectives conjoncturelles et la bonne marche des affaires, les entreprises ont, pour la première fois depuis l'an 2000, accru leurs flux de capitaux en vue d'investissements directs à l'étranger. Les entreprises suisses ont mis l'accent sur les Etats-Unis, où la croissance s'est nettement raffermit en 2003. Les investissements directs étrangers en Suisse ont été opérés pour moitié sous forme de participations dans des sociétés financières et holdings, ce qui montre une fois de plus que la Suisse est un pays attrayant pour de telles sociétés. Du côté des investissements de portefeuille, les investisseurs, suisses comme étrangers, ont préféré les titres de créance aux titres de participation. D'une année à l'autre, les flux de capitaux à court terme des banques ont fortement chuté. En 2002, ils avaient pris une part prépondérante dans les mouvements de capitaux, les banques ayant placé la presque totalité de leurs liquidités, alors considérables, dans des établissements bancaires à l'étranger. Au total, les exportations nettes de capitaux ont atteint 43 milliards de francs, contre 37 milliards en 2002.

Mouvements de capitaux

sans la Banque nationale, soldes en milliards de francs

Graphique 5



Investissements directs

En 2003, les exportations de capitaux en vue d'investissements directs à l'étranger ont augmenté de 9 milliards pour s'établir à 21 milliards de francs. Les investissements directs peuvent se faire par l'acquisition de participations, par l'octroi de crédits aux filiales à l'étranger ou par le maintien de bénéfices dans les filiales à l'étranger (bénéfices réinvestis). En 2003, les investisseurs directs suisses ont mis des capitaux à la disposition de leurs filiales à l'étranger principalement en y maintenant 15 milliards de francs de bénéfices (bénéfices réinvestis). Ces opérations ont été possibles parce que les bénéfices dégagés par les filiales à l'étranger se sont fortement accrus d'une année à l'autre. En 2002, les pertes subies par des banques et des assurances avaient rendu les bénéfices réinvestis négatifs à hauteur de 9 milliards de francs, ce qui avait pesé sensiblement sur le montant total des exportations de capitaux au titre des investissements directs à l'étranger. Par contre, les exportations de capitaux en vue d'acquisitions ont fléchi, passant d'environ 25 milliards en 2002 à 5 milliards de francs en 2003. Le niveau toujours bas, à l'échelle internationale, des acquisitions d'entreprises et des fusions se reflète dans cette évolution.

Les investissements directs ont été opérés en majorité par le secteur des services. Après avoir investi massivement à l'étranger à la fin des années nonante, ce secteur avait rapatrié des capitaux en 2002. Les sociétés financières et holdings ont investi 7 milliards de francs à l'étranger, et les banques, 6 milliards. Ces deux branches ont ainsi été les plus actives. Par contre, la branche des transports et communications a, en 2003 également, vendu des participations non rentables qu'elle détenait à l'étranger.

Du côté de l'industrie, les flux de capitaux vers l'étranger ont porté sur 6 milliards de francs, la moitié de ce qui avait été observé en 2002. Ce repli est dû aux désinvestissements opérés par la branche de l'électronique, laquelle a rapatrié plus de 3 milliards de francs. Les autres branches de l'industrie ont en revanche développé leurs implantations à l'étranger. Ainsi, le groupe «Autres industries» – principalement l'alimentation et la construction – a investi pour 4 milliards de francs, la chimie, pour 3 milliards, et la branche «Métallurgie et machines», pour près de 2 milliards.

Les Etats-Unis ont accueilli 7 milliards de francs (3 milliards l'année précédente), soit un tiers du total des exportations de capitaux. Ces fonds ont été investis principalement par des banques, des assurances et des entreprises de la chimie. Les investissements directs dans les pays de l'UE (UE15) ont porté sur 6 milliards de francs, ce qui représente une diminution de 1 milliard par rapport à l'année précédente. Les flux les plus importants sont allés vers la Belgique et le Luxembourg (6 milliards de francs au total). Les investisseurs suisses ont par contre rapatrié 2 milliards de francs d'Italie et autant de France. Ils ont également réduit leurs investissements dans les dix nouveaux membres de l'UE, investissements qu'ils avaient fortement développés les années précédentes. Abstraction faite des Etats-Unis et de l'UE, les principaux destinataires des flux de capitaux ont été les centres financiers offshore; ceux d'Amérique centrale et du Sud ont reçu 4 milliards de francs, et ceux d'Europe, 3 milliards.

Les importations de capitaux au titre des investissements directs étrangers en Suisse ont atteint 16 milliards de francs. En 2002, elles avaient été de 10 milliards de francs, leur montant le plus faible depuis 1996. Les investisseurs étrangers ont acquis des entreprises et procédé à des augmentations de capital pour 11 milliards de francs, après 4 milliards seulement en 2002. Généralement, une partie des bénéfices dégagés par les filiales de sociétés étrangères en Suisse sont réinvestis dans ces mêmes filiales. Cette forme d'investissement direct a porté sur 3 milliards de francs, contre 2 milliards

Expansion des exportations de capitaux

Prédominance du secteur des services

Les Etats-Unis, pays favori des investisseurs directs suisses

Reprise des investissements directs étrangers en Suisse

La Suisse, toujours attrayante pour les holdings – Flux de capitaux non négligeables dans l'industrie

Forte croissance des flux en provenance d'Amérique du Nord

Multiplication par deux des exportations nettes de capitaux

l'année précédente. On peut y voir l'amélioration des résultats des filiales étrangères en Suisse.

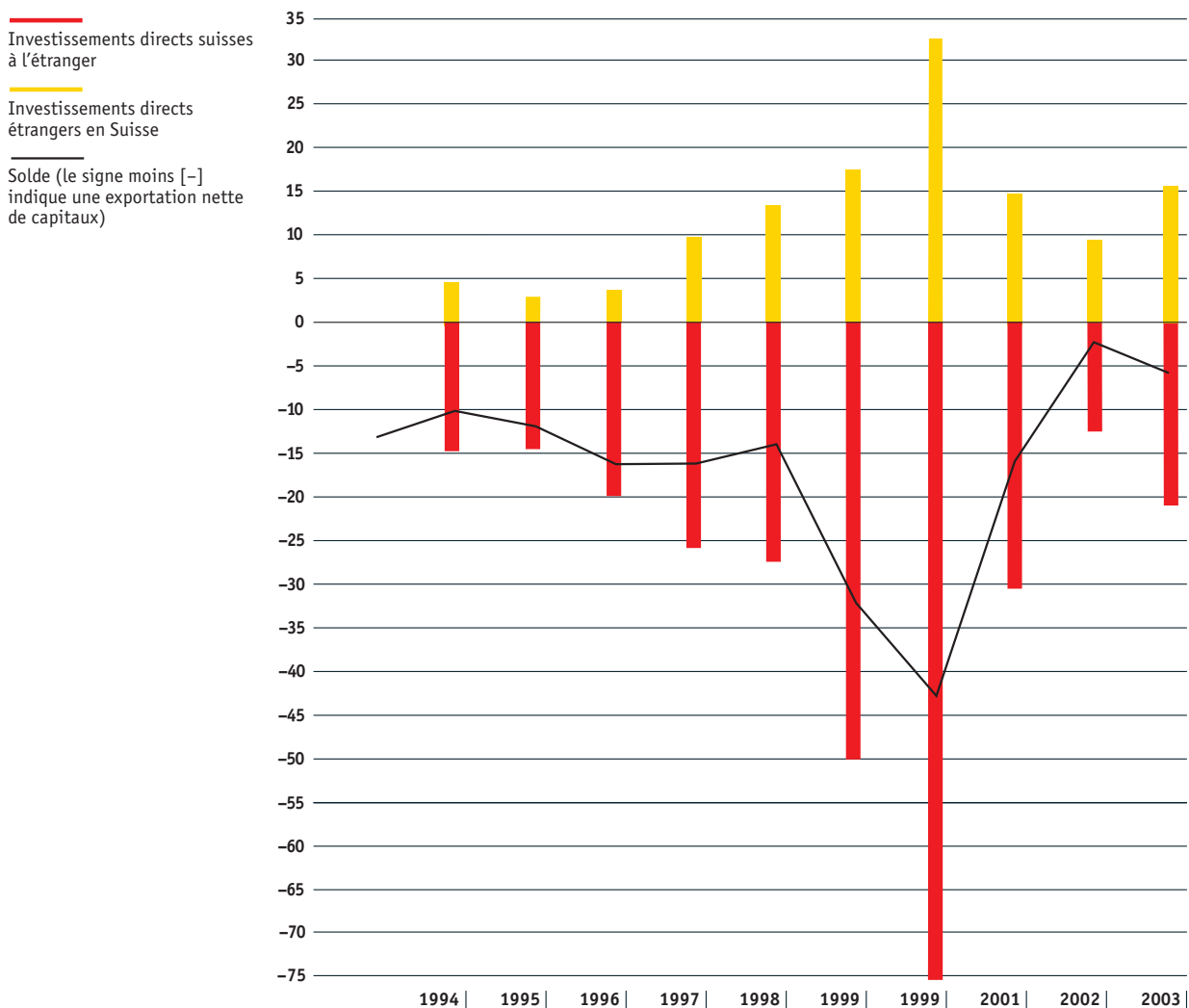
En 2003, 11 milliards de francs, soit 2 milliards de plus que l'année précédente, ont été investis dans le secteur des services, dont 9 milliards dans des sociétés financières et holdings en mains étrangères. Ainsi, les holdings ont renforcé leur présence en Suisse. En outre, tant le secteur bancaire que la branche des transports et communications ont vu affluer 1 milliard de francs. L'industrie a pour sa part enregistré des investissements à hauteur de 4 milliards de francs, le premier montant quelque peu substantiel depuis l'an 2000. On notera en particulier les acquisitions opérées dans la chimie et l'électronique. Un peu moins de 2 milliards de francs ont été investis dans chacune de ces deux branches.

Les pays d'Amérique du Nord ont investi 8 milliards de francs, soit plus du double du montant observé en 2002. Ces capitaux ont afflué en majeure partie dans des entreprises de l'électronique ainsi que dans des sociétés financières et holdings. Les pays de l'UE ont constitué eux aussi une source importante de fonds (6 milliards de francs en 2003). Ainsi, 4 milliards de francs sont venus des Pays-Bas, 2 milliards du Royaume-Uni et 1 milliard de France. Pour la troisième année consécutive, les entreprises allemandes ont rapatrié des capitaux qu'elles avaient investis en Suisse.

Les investissements directs suisses à l'étranger et étrangers en Suisse ont engendré des exportations nettes de capitaux atteignant 6 milliards de francs, contre 3 milliards l'année précédente.

Investissements directs en milliards de francs

Graphique 6

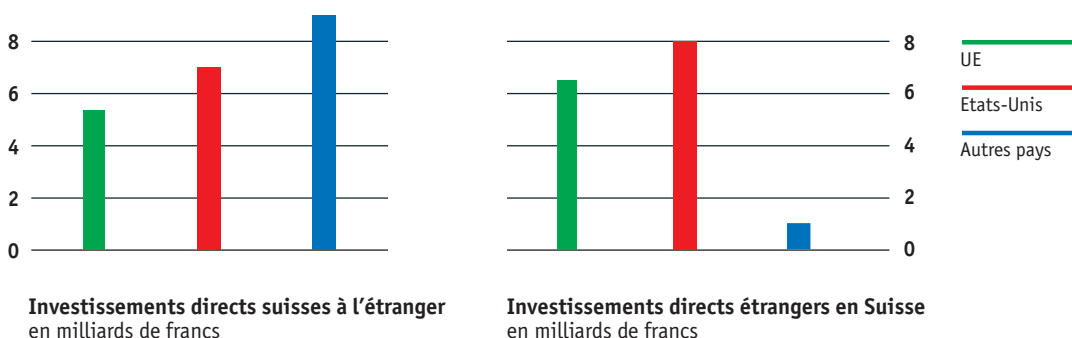


7.1 Investissements directs suisses à l'étranger: répartition par branches¹

	1999	2000	2001	2002	2003
				Chiffres révisés	Chiffres provisoires
Exportations de capitaux² en millions de francs					
Industrie	9477	23726	11393	12325	5976
Textile et habillement	395	-90	-279	157	824
Chimie et plastique	6430	17695	1499	2762	2534
Métallurgie et machines	659	173	4797	-343	1653
Electronique, énergie, optique et horlogerie	1007	2395	1788	681	-3198
Autres industries et construction	986	3555	3588	9067	4163
Services	40509	51720	19389	-63	15155
Commerce	2805	-656	1080	388	527
Sociétés financières et holdings	14067	4813	8694	2825	7461
dont sociétés financières et holdings en mains étrangères ³	11480	2519	7770	1714	5249
Banques	6082	31059	-928	-99	6050
Assurances	9910	14042	7493	-573	1414
Transports et communications	3524	196	1521	-1383	-853
Autres services	4121	2266	1528	-1220	555
Total	49986	75446	30782	12262	21131

- 1 La répartition est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse.
- 2 Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).
- 3 Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains étrangères.

Investissements directs en 2003: répartition géographique Graphique 7



7.2 Investissements directs suisses à l'étranger: répartition géographique¹

	1999	2000	2001	2002	2003
				Chiffres révisés	Chiffres provisoires
Exportations de capitaux² en millions de francs					
1. Europe et pays industrialisés non européens	38128	63693	23631	13034	16872
UE	21359	23537	11632	7340	5569
Belgique	1179	4429	-545	2030	2518
Danemark	280	-167	-29	74	75
Allemagne	5799	-1113	5696	247	3
Finlande	126	263	99	-8	5
France ³	827	-933	-1582	985	-1621
Grèce	179	355	167	241	370
Irlande	5446	1303	-4713	175	-57
Italie	192	-222	1958	773	-1805
Luxembourg	-47	3440	7825	-2956	3739
Pays-Bas	1716	3227	167	1505	610
Autriche	515	100	399	455	590
Portugal	561	1594	270	75	-266
Suède	-656	328	-165	3002	522
Espagne	-545	97	1382	480	19
Royaume-Uni ⁴	5788	10836	703	261	869
AELE	362	-1208	247	791	102
Europe centrale et orientale	1174	1095	1589	1587	487
dont					
Croatie	-44	16	21	7	63
Pologne	473	586	209	-152	125
Fédération de Russie	599	-7	696	151	108
Slovaquie	38	13	9	52	-5
République tchèque	-64	183	274	55	-501
Hongrie	100	77	172	28	190
Reste de l'Europe⁵	744	5954	-61	58	2529
dont					
Centres financiers offshore ⁶	.	5709	-242	-246	2836
Turquie	-95	-242	-158	249	37
Amérique du Nord	13640	34232	9728	3707	7149
Canada	83	553	108	307	316
Etats-Unis	13557	33678	9620	3401	6833
Autres pays industrialisés non européens	850	83	496	-449	1037
Australie	322	-267	-66	437	1222
Japon	628	336	487	-640	8
Nouvelle-Zélande	-215	-3	22	-7	-55
Afrique du Sud	116	18	54	-238	-138

1 La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

2 Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

3 Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

4 Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man.

5 Depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man, mais sans Monaco.

6 Gibraltar, Guernesey, Jersey et l'île de Man.

7 Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis; depuis 2000, y compris îles Vierges des Etats-Unis, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.

1999	2000	2001	2002	2003
			Chiffres révisés	Chiffres provisoires

Exportations de capitaux² en millions de francs

2. Economies émergentes	6244	2014	730	-253	892
Asie	4949	838	227	729	367
Hong Kong	665	-63	258	-203	134
Corée (Sud)	179	184	86	-11	27
Malaisie	227	-25	67	-34	81
Philippines	57	313	98	-272	-84
Singapour	3811	222	-523	1050	-14
Taiwan	92	160	34	31	41
Thaïlande	-82	46	206	167	182
Amérique centrale et du Sud	1295	1177	503	-981	525
Argentine	-103	48	533	-542	357
Brésil	844	246	-808	-615	162
Chili	17	-27	-163	-8	-23
Mexique	537	910	941	184	29
3. Pays en développement	5614	9739	6421	-519	3367
Asie	-21	251	631	-35	211
dont					
Chine (Rép. pop.)	-143	212	181	-64	0
Inde	-59	-43	139	76	135
Indonésie	10	-22	156	36	-13
Liban	-13	-143	12	17	2
Pakistan	7	59	42	18	23
Arabie saoudite	60	-83	-6	7	-18
Émirats arabes unis	19	85	55	-52	-38
Vietnam	-18	-33	-19	-40	25
Amérique centrale et du Sud	5343	9233	5702	-233	3085
dont					
Costa Rica	0	-17	13	17	86
Équateur	20	23	55	42	14
Guatemala	22	-97	-8	-8	-6
Colombie	115	-109	-70	-189	37
Pérou	47	57	36	-42	-11
Uruguay	291	299	90	152	37
Venezuela	11	127	176	-239	177
Centres financiers offshore ⁷	4703	8998	5546	-492	3600
Afrique	293	255	89	-251	71
dont					
Égypte	93	11	82	48	31
Côte d'Ivoire	-26	-47	-6	-93	4
Maroc	2	-30	37	26	34
Nigéria	-7	4	8	3	26
Ensemble des pays	49986	75446	30782	12262	21131

8.1 Investissements directs étrangers en Suisse: répartition par branches¹

	1999	2000	2001	2002	2003
				Chiffres révisés	Chiffres provisoires
Importations de capitaux² en millions de francs					
Industrie	2944	16380	-1725	89	4336
Chimie et plastique	361	3119	278	-316	1700
Métallurgie et machines	-710	7992	-39	165	489
Electronique, énergie, optique et horlogerie	2312	3239	-2435	264	1861
Autres industries et construction	983	2030	472	-24	286
Services	14659	16139	16670	9399	11269
Commerce	1750	2231	572	1624	-136
Sociétés financières et holdings	5520	5156	5513	8331	8666
Banques	65	2626	2545	502	1267
Assurances	4707	1917	1721	-1414	447
Transports et communications	1853	3552	6177	-57	917
Autres services	764	656	142	413	109
Total	17603	32519	14945	9488	15605

1 La répartition est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse.

2 Le signe moins (-) indique une sortie de capitaux (désinvestissement).

8.2 Investissements directs étrangers en Suisse: répartition géographique¹

	1999	2000	2001	2002	2003
				Chiffres révisés	Chiffres provisoires
Importations de capitaux² en millions de francs					
1. Europe et pays industrialisés non européens	17459	31355	14602	9679	14574
UE	9224	12939	11385	7634	6423
dont					
Belgique	177	226	169	-266	-28
Danemark	-52	873	1840	-108	-32
Allemagne	2907	4022	-1425	-321	-399
France ³	615	587	944	2685	1187
Italie	476	1954	299	410	116
Luxembourg	431	2852	791	306	-213
Pays-Bas	-1183	538	7505	-46	3621
Autriche	114	266	23	105	-10
Suède	-1	62	-48	189	290
Espagne	475	102	50	34	29
Royaume-Uni ⁴	5238	1330	1211	4726	2215
AELE	3	30	-26	133	80
Reste de l'Europe⁵	23	52	53	-965	-36
dont					
Turquie	23	26	1	20	4
Amérique du Nord	9669	18443	2869	3075	8371
Canada	-189	7832	-454	193	379
Etats-Unis	9858	10611	3323	2883	7992
Autres pays industrialisés non européens	-1464	-80	313	-244	-263
dont					
Japon	-1509	-37	278	-291	-264
2. Economies émergentes	-11	814	181	8	146
3. Pays en développement	155	351	162	-199	885
Asie	44	20	22	-293	33
dont					
Israël	36	-8	14	-310	23
Amérique centrale et du Sud	109	322	136	90	848
Afrique	3	9	5	5	5
Ensemble des pays	17603	32519	14945	9488	15605

1 La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

2 Le signe moins (-) indique une sortie de capitaux (désinvestissement).

3 Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

4 Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man.

5 Depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man, mais sans Monaco.

Investissements de portefeuille

Hausse des cours des actions à l'étranger...

Sur les marchés financiers internationaux, un revirement de tendance s'est produit au cours de l'année 2003. Les cours des actions ont certes encore fléchi au premier trimestre, mais ils se sont ensuite redressés sur les principales places boursières. Les rendements des emprunts d'Etat à long terme ont continué leur mouvement de repli dans la première moitié de l'année, puis augmenté légèrement. Le volume net des capitaux levés sur les marchés financiers internationaux s'est fortement accru. La part de marché de l'euro a progressé une fois encore au détriment de celle du dollar. La part du franc est restée inchangée.

... et en Suisse

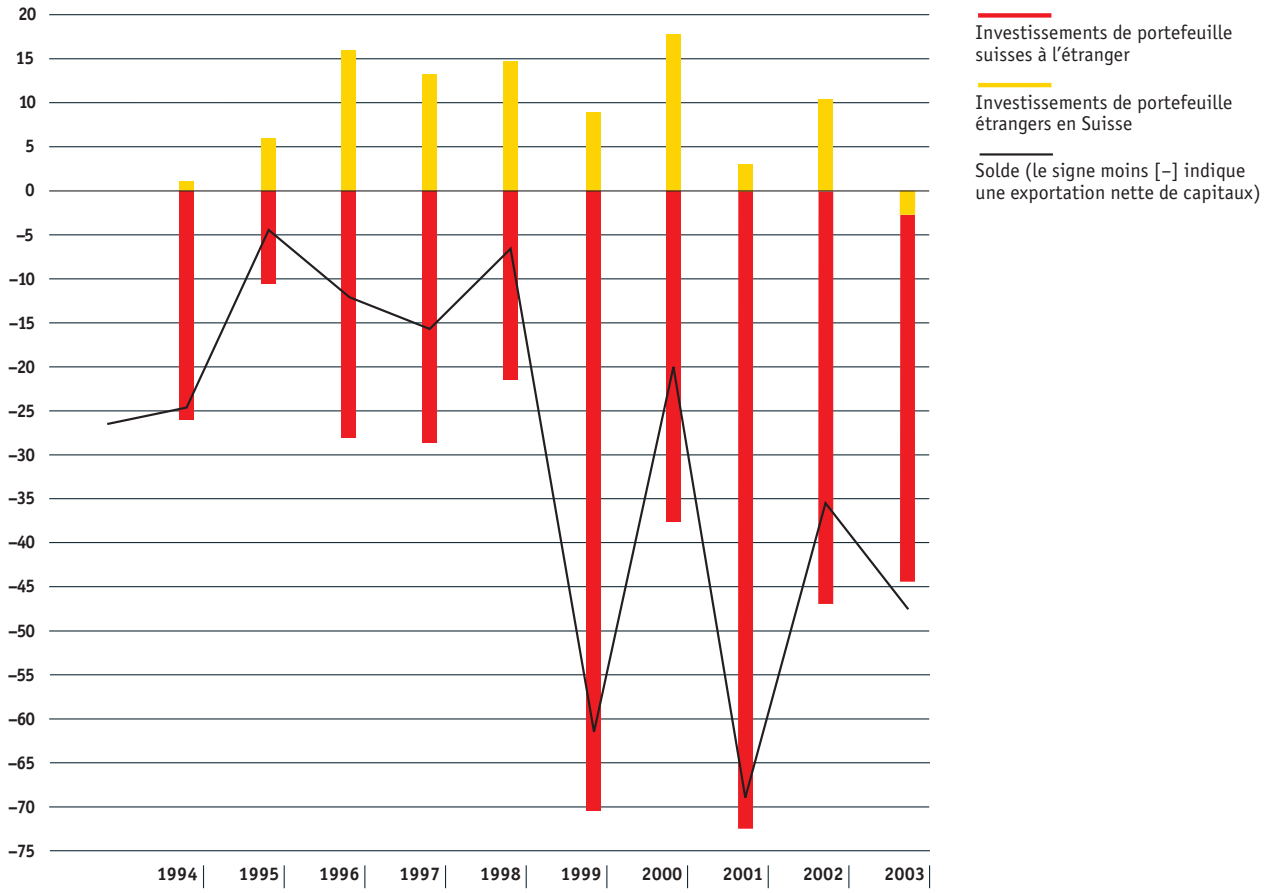
Le marché financier suisse a suivi l'évolution observée sur le plan international. Dès le deuxième trimestre, les cours des actions de toutes les branches ont progressé, à des rythmes variables il est vrai. Le rendement des obligations à dix ans de la Confédération a augmenté à partir du milieu de l'année, mais les taux d'intérêt à court terme se sont maintenus à leur bas niveau. Le prélèvement net opéré sur le marché suisse des capitaux s'est accru considérablement d'une année à l'autre, les émetteurs suisses y ayant davantage recouru.

Léger recul des investissements de portefeuille à l'étranger

Les achats nets de titres émis par des non-résidents ont diminué, passant de 47 milliards en 2002 à 45 milliards de francs l'année suivante. Un tel repli est inhabituel dans une phase de redressement des marchés financiers internationaux. La demande de titres de participation a été particulièrement faible compte tenu de l'amélioration du climat sur les marchés des actions. En effet, seuls 3 milliards de francs ont été investis en titres de participation, contre 12 milliards l'année précédente. Du total des capitaux exportés aux fins d'investissements de portefeuille, près des trois quarts ont été placés en obligations et 9 milliards de francs en papiers monétaires. Dans leurs achats de titres de créance, les investisseurs suisses ont marqué une préférence pour le franc; ils ont placé 26 milliards en titres de créance libellés en francs et 9 milliards de francs en titres libellés en euros. Du côté des titres de participation, le dollar des Etats-Unis a joué un rôle dominant.

Investissements de portefeuille étrangers en Suisse – Vente d'actions

En 2003, les non-résidents ont vendu des actions et parts de fonds de placement suisses pour un montant net de 6 milliards de francs. L'année précédente, ils avaient encore investi 9 milliards de francs en titres de participation. Du côté des titres de créance, un afflux net de 4 milliards de francs a été enregistré, réparti à peu près à égalité entre obligations et papiers monétaires. Au total, les investissements de portefeuille étrangers en Suisse ont débouché sur des sorties de capitaux (désinvestissements) de 3 milliards de francs, alors que des entrées de capitaux (investissements) de 11 milliards avaient été observées en 2002.



9.1 Investissements de portefeuille: répartition selon le genre de titres¹ en millions de francs

	1999	2000	2001	2002	2003
Investissements de portefeuille suisses à l'étranger	-70360	-37676	-72299	-46624	-44494
Titres de créance	-44072	-3354	-47055	-34750	-41623
Emprunts obligataires et notes	-39825	-1709	-39287	-29556	-32882
Papiers monétaires	-4247	-1645	-7767	-5194	-8741
Titres de participation	-26288	-34322	-25244	-11874	-2871
Actions	-16520	-21805	-12688	-6846	551
Fonds de placement	-9768	-12517	-12556	-5028	-3335
Investissements de portefeuille étrangers en Suisse	8853	17813	3199	11414	-2527
Titres de créance	607	2478	82	2623	3676
Emprunts obligataires et notes	501	2273	-771	-3	2180
Collectivités publiques	-153	1069	2364	-209	509
Autres	654	1204	-3135	206	1677
Papiers monétaires	106	205	853	2626	1499
Titres de participation	8246	15335	3117	8791	-6212
Actions	876	8194	-5048	8935	-5643
Fonds de placement	7370	7141	8165	-144	-548
Solde	-61507	-19863	-69100	-35210	-47021

1 Le signe moins (-) signifie une exportation de capitaux.

9.2 Investissements de portefeuille: répartition selon la monnaie¹ en millions de francs

	1999	2000	2001	2002	2003
Investissements de portefeuille suisses à l'étranger	-70360	-37676	-72299	-46624	-44494
Titres de créance	-44072	-3354	-47055	-34750	-41623
CHF	-11894	-165	-7680	-8302	-26370
EUR	-14981	-8048	-28553	-14350	-8528
USD	-13885	3710	-10421	-8438	-3194
Autres	-3311	1150	-402	-3660	-3531
Titres de participation	-26288	-34322	-25244	-11874	-2871
CHF	-5211	-2517	-4010	-1567	319
EUR	-6501	-16072	-10083	-2336	2850
USD	-7455	-10160	-9665	-7524	-4415
Autres	-7121	-5574	-1487	-447	-1626
Investissements de portefeuille étrangers en Suisse	8853	17813	3199	11414	-2527
Titres de créance	607	2478	82	2623	3676
CHF	-123	3292	2996	3098	3277
EUR	-1517	342	-813	-586	-281
USD	1043	-199	-1569	35	475
Autres	1204	-957	-532	76	206
Titres de participation	8246	15335	3117	8791	-6203
CHF	1690	12114	1013	8911	-5557
EUR	4094	3100	561	-1238	188
USD	1155	927	4153	1212	-549
Autres	1307	-806	-2610	-93	-285
Solde	-61507	-19863	-69100	-35210	-47021

1 Le signe moins (-) signifie une exportation de capitaux.

Autres mouvements de capitaux

Recul des exportations de capitaux des banques

Crédits des banques commerciales

Les flux de capitaux entre les banques en Suisse et à l'étranger – les opérations interbancaires – ont considérablement fléchi en 2003. Ils se sont soldés par une exportation nette de capitaux de 17 milliards de francs, après 40 milliards en 2002. En revanche, les banques ont fortement accru leurs crédits à la clientèle étrangère. Dans ce domaine, leurs sorties de capitaux ont atteint 10 milliards de francs en 2003; l'année précédente, les remboursements de crédits avaient porté sur un montant dépassant les octrois de crédits. Les dépôts de la clientèle étrangère ont permis aux banques d'enregistrer un afflux de fonds de 20 milliards de francs, soit le double du montant de l'année précédente. Les sorties de capitaux ont été effectuées principalement en dollars des Etats-Unis, tandis que l'euro a joué un rôle dominant dans les entrées de capitaux.

10.1 Crédits des banques commerciales: répartition selon le poste du bilan¹ en milliards de francs

	1999	2000	2001	2002 Chiffres révisés	2003 Chiffres provisoires
Crédits à l'étranger	-116,1	-140,4	45,9	-85,5	-14,3
Crédits à des banques	-106,4	-123,6	41,9	-88,3	-4,3
à long terme	-10,7	-5,3	16,4	2,3	-13,6
à court terme	-95,7	-118,3	25,5	-90,6	9,3
Autres crédits	-9,7	-16,8	4,0	2,8	-10,0
Crédits de l'étranger	143,6	151,4	-27,9	58,7	7,5
Crédits de banques	134,6	159,3	-29,1	48,8	-12,8
à long terme	14,2	-2,4	-15,1	-0,7	5,0
à court terme	120,5	161,6	-14,0	49,5	-17,8
Autres crédits	9,0	-7,8	1,2	9,9	20,3
à long terme	0,2	-1,2	2,3	2,0	2,9
à court terme	8,8	-6,6	-1,2	7,9	17,4
Solde	27,5	11,0	18,0	-26,8	-6,8
Crédits interbancaires	28,2	35,7	12,8	-39,5	-17,1
Autres crédits	-0,7	-24,6	5,2	12,7	10,2

¹ Le signe moins (-) signifie une exportation de capitaux.

10.2 Crédits des banques commerciales: répartition selon la monnaie¹ en milliards de francs

	1999	2000	2001	2002 Chiffres révisés	2003 Chiffres provisoires
Crédits à l'étranger	-116,1	-140,4	45,9	-85,5	-14,3
CHF	9,8	-5,3	-5,7	-4,9	-2,6
USD	-62,8	-32,7	24,6	-114,0	-25,9
EUR	-55,3	-27,7	1,8	-13,7	-11,6
Autres monnaies	-6,5	-78,0	26,4	47,9	23,4
Toutes les monnaies	-114,8	-143,7	47,1	-84,6	-16,6
Métaux précieux	-1,4	3,3	-1,2	-0,9	2,3
Crédits de l'étranger	143,6	151,4	-27,9	58,7	7,5
CHF	7,0	-0,7	9,3	-17,4	-0,8
USD	45,2	42,8	9,9	83,6	-13,6
EUR	57,6	14,5	25,6	20,4	35,7
Autres monnaies	33,5	96,1	-73,2	-26,5	-13,4
Toutes les monnaies	143,3	152,7	-28,5	60,2	8,0
Métaux précieux	0,3	-1,3	0,5	-1,5	-0,5
Solde	27,5	11,0	18,0	-26,8	-6,8
CHF	16,8	-6,0	3,6	-22,3	-3,3
USD	-17,6	10,0	34,5	-30,3	-39,4
EUR	2,3	-13,2	27,3	6,7	24,1
Autres monnaies	27,0	18,2	-46,8	21,5	10,0
Toutes les monnaies	28,5	9,1	18,7	-24,5	-8,7
Métaux précieux	-1,1	2,0	-0,7	-2,4	1,8

¹ Le signe moins (-) signifie une exportation de capitaux.

Crédits des entreprises

Les crédits que les entreprises suisses ont accordés à l'étranger (sans les crédits au sein de groupes, qui entrent dans les investissements directs) se sont établis à 3 milliards de francs, contre 8 milliards l'année précédente. La chimie et les assurances ont rapatrié au total 5 milliards de francs (remboursement de crédits octroyés précédemment). Les entreprises de l'électronique et du commerce ont octroyé à l'étranger des crédits pour respectivement 4 milliards et 2 milliards de francs. Les crédits obtenus de l'étranger par les entreprises ont atteint 9 milliards de francs. En 2002, les entreprises suisses avaient remboursé des crédits à hauteur de 1 milliard de francs. A elles seules, les assurances ont emprunté 7 milliards de francs à l'étranger. Au total, les crédits des entreprises ont débouché sur une importation nette de capitaux de 6 milliards de francs, alors qu'une exportation nette de 9 milliards avait été enregistrée l'année précédente.

11 Crédits des entreprises: répartition par branches^{1,2,3} en millions de francs

	1999	2000	2001	2002	2003
				Chiffres révisés	Chiffres provisoires
Crédits à l'étranger	2011	-13939	-11474	-7610	-2849
Industrie	-2327	-1126	-2335	-4462	-1218
Chimie et plastique	-1639	-275	-2420	-3975	2706
Métallurgie et machines	-114	-798	162	-374	511
Electronique, énergie, optique et horlogerie	-581	-1	32	-208	-4311
Autres industries et construction	8	-53	-108	94	-124
Services	4338	-12813	-9139	-3148	-1631
Commerce	-1399	-4167	-1291	-36	-1900
Sociétés financières et holdings	5831	-7799	-5382	5068	-1084
Assurances	1047	1458	-2850	-7771	1965
Transports et communications	-110	-212	-145	-491	274
Autres services	-1031	-2094	530	82	-886
Crédits de l'étranger	1097	12790	2616	-1130	8920
Industrie	726	1598	-923	2096	826
Chimie et plastique	761	968	-772	2544	-363
Métallurgie et machines	-289	658	-263	-441	-219
Electronique, énergie, optique et horlogerie	205	108	65	8	1015
Autres industries et construction	49	-136	48	-15	392
Services	370	11193	3538	-3226	8094
Commerce	1394	3278	-3804	-1351	500
Sociétés financières et holdings	-202	2330	4362	-6469	-53
Assurances	-3124	2493	2104	5038	7418
Transports et communications	544	254	1483	352	172
Autres services	1758	2838	-607	-796	57
Solde	3107	-1149	-8858	-8740	6071
Industrie	-1601	471	-3258	-2366	-392
Services	4708	-1620	-5601	-6373	6464

1 La répartition est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse.

2 Les crédits au sein de groupes figurent sous les investissements directs.

3 Le signe moins (-) signifie une exportation de capitaux.

Réserves monétaires

Accroissement des réserves monétaires

Les réserves monétaires de la Banque nationale suisse ont augmenté de 4,5 milliards de francs en 2003 (sur la base des flux enregistrés), après 3,7 milliards l'année précédente. Ces fonds ont été placés essentiellement en titres. La position de réserve au FMI a diminué légèrement. Les placements ont été effectués pour une moitié en dollars des Etats-Unis et pour l'autre moitié en euros. Les ventes d'or au secteur privé, opérées en 2003 dans le cadre de la démonétisation de l'or, ont été prises en considération non pas dans les réserves monétaires, mais dans les mouvements de capitaux, sous «Autres investissements» (voir encadré).

Comptabilisation des réserves monétaires de la Banque nationale

Dans le domaine des réserves monétaires de la Banque nationale, les flux sont pris en considération, depuis 2000, sans les variations découlant des ajustements de valeur, conformément aux recommandations actuelles du FMI. Auparavant, les variations des stocks et les variations dans l'évaluation – mais non les flux – étaient comptabilisées conformément aux anciennes règles régissant l'établissement de la balance des paiements. La comptabilisation selon la nouvelle méthode a rendu superflue la compensation pour les variations des stocks qui ne sont pas dues aux transactions.

Après l'entrée en vigueur, le 1^{er} mai 2000, de la loi sur l'unité monétaire et les moyens de paiement, la Banque nationale a modifié sa gestion de l'encaisse-or. Elle a commencé à vendre de l'or au secteur privé, dans les limites d'un accord conclu entre banques centrales. Ces ventes au secteur privé ne sont pas prises en considération sous le poste «Réserves monétaires» de la balance des paiements. Il s'agit de la démonétisation d'une partie de l'encaisse-or, et une telle démonétisation n'est pas à prendre en compte dans les réserves monétaires. Dans les opérations sur or, seules celles qui sont passées à des fins monétaires avec des banques centrales doivent en effet être prises en considération dans les réserves monétaires.

Erreurs et omissions nettes

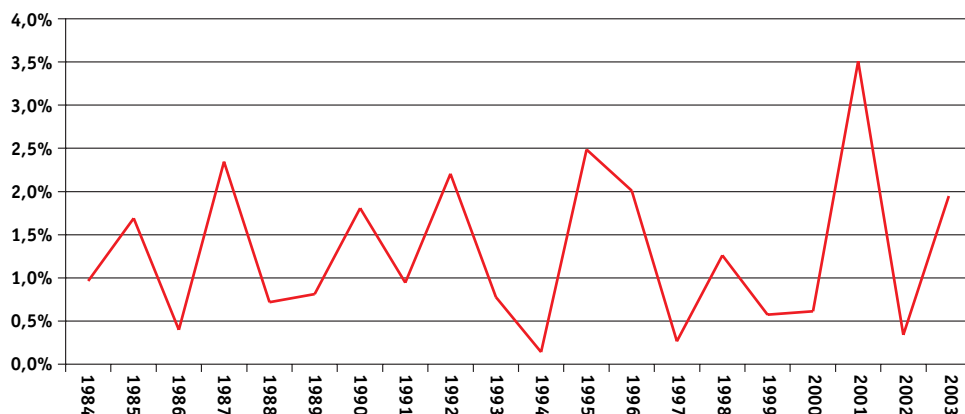
Ce poste correspond à la différence entre le total des opérations comptabilisées dans la balance des paiements du côté des recettes (transactions courantes, transferts en capital de l'étranger, importations de capitaux) et le total des opérations comptabilisées du côté des dépenses (transactions courantes, transferts en capital vers l'étranger, exportations de capitaux). Une telle différence provient de lacunes et d'erreurs dans les relevés statistiques. Toutes les transactions sont théoriquement comptabilisées du côté «recettes» et du côté «dépenses», si bien que les deux totaux devraient être égaux. En pratique, il n'est cependant guère possible d'appliquer ce principe, les données statistiques n'étant parfois disponibles que pour un côté. Ainsi, l'acquisition d'une entreprise à l'étranger est portée dans les investissements directs, mais le flux financier correspondant peut ne pas être enregistré; le montant manquant apparaît alors dans les erreurs et omissions nettes. Si les recettes excèdent les dépenses, les erreurs et omissions nettes font apparaître une valeur négative et, dans le cas contraire, une valeur positive.

Pour 2003, les erreurs et omissions nettes portent sur -13 milliards de francs, soit 1,9% du total des transactions enregistrées dans la balance des paiements. Ce poste varie fortement d'une année à l'autre. En 2002, il avait été de +3 milliards de francs, ce qui représentait 0,3% du total des transactions. En moyenne des vingt dernières années, les erreurs et omissions correspondent à 1,2% du total des transactions comptabilisées dans la balance des paiements. Les éléments entrant dans la composition de ce poste résiduel ne sont bien entendu pas connus. Les fluctuations substantielles qu'on observe d'une année à l'autre incitent cependant à penser que les erreurs et omissions sont dues probablement aux mouvements de capitaux, lesquels sont particulièrement volatils.

Valeur négative du poste

Erreurs et omissions nettes (valeur absolue) en pour-cent du total des transactions de la balance des paiements

Graphique 9



Description des postes

Modifications par rapport à 2002

Balance des transactions courantes	Voir adaptation de la balance des transactions courantes aux comptes nationaux selon le SEC95, page 8.
Tourisme	Depuis 2003, les dépenses de consommation des travailleurs étrangers prennent en compte non seulement les dépenses de consommation des frontaliers, mais également celles des titulaires de permis de courte durée, c'est-à-dire les personnes qui exercent une activité en Suisse pendant moins de 4 mois.
Revenus du travail	Les salaires versés aux titulaires de permis de courte durée, c'est-à-dire les personnes qui exercent une activité en Suisse pendant moins de 4 mois, figurent depuis 2003 dans les dépenses de la Suisse au titre des revenus du travail.

Balance des transactions courantes

Commerce spécial	Exportations fob et importations caf, conformément à la statistique du commerce extérieur de l'Administration fédérale des douanes (AFD), sans les métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités (total 1). Depuis 1995, le kérosène est comptabilisé dans le commerce spécial.
Energie électrique	Exportations et importations d'énergie électrique, sans les échanges.
Autres biens	Métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités, perfectionnement à façon (actif et passif), marchandises en retour (exportations et importations), achats et ventes de bateaux naviguant sur le Rhin, frais de transport et primes d'assurances liés aux importations, trafic non contrôlé de biens, petits envois, importations d'or et d'argent industriels, achats de biens dans les ports par les transporteurs.
Tourisme	Voyages d'affaires et de vacances, séjours dans des établissements hospitaliers et de cure, séjours d'études, voyages d'un jour et de transit, boutiques hors taxes, consommation des frontaliers étrangers et des titulaires de permis de courte durée.
Services (hors tourisme)	Services d'assurance dans les opérations des «assurances sociales privées» et des autres assurances privées avec l'étranger (primes perçues avec, en plus, les revenus de capitaux et, en moins, les prestations versées à la suite de sinistres), opérations de commerce en transit, transports, postes, messageries et télécommunications, services financiers (commissions bancaires), services à contenu technologique (constructions à l'étranger, conseils commerciaux et techniques, licences et brevets, y compris les services de gestion), achats de biens et de services par les représentations étrangères en Suisse, par les représentations suisses à l'étranger et par les organisations internationales en Suisse, taxes perçues par les ambassades et les consulats, administration des sociétés de domicile, avocats, fiduciaires, services culturels, recettes que l'Etat tire des droits de timbre.
Revenus du travail	Salaires bruts versés à des frontaliers suisses et à des résidents au service d'employeurs étrangers (organisations internationales et représentations consulaires sises en Suisse). Salaires bruts des frontaliers étrangers, y compris les cotisations des employeurs et des salariés à l'AVS/AI/APG, à l'assurance-chômage (AC), à la SUVA et aux caisses de pensions; salaires bruts versés à des personnes titulaires d'un permis de courte durée (< 4 mois), y compris les cotisations des employeurs et des salariés à l'AVS/AI/APG et à l'AC.
Revenus de capitaux	Investissements de portefeuille: revenus des titres en portefeuille (actions, obligations, etc.); investissements directs: revenus (transférés et réinvestis) des investissements directs; autres placements: opérations d'intérêts des banques, revenus des placements à titre fiduciaire, revenus des placements de la Banque nationale et de la Confédération ainsi que les autres revenus de capitaux (paiements opérés au titre de contrats de crédit-bail, etc.); variation des droits des ménages à l'étranger sur les provisions des caisses de pensions. Les intérêts sur les crédits accordés par le secteur non bancaire ne sont pas recensés.

Transferts effectués par les émigrants suisses, les institutions d'assurances étrangères, etc.; transferts effectués par les immigrés, rentes et indemnités, pensions, prestations de soutien, aides des œuvres caritatives du secteur privé en faveur de l'étranger, primes encaissées et prestations versées à la suite de sinistres (abstraction faite des services d'assurance) par les «assurances sociales privées» et par les autres assurances privées.

**Transferts courants
du secteur privé**

Cotisations versées aux assurances sociales (AVS, AI, APG et AC) par des Suisses de l'étranger et par des frontaliers étrangers, recettes que l'Etat tire de l'impôt à la source (frontaliers) ainsi que d'autres impôts et droits; il est également tenu compte des recettes provenant des taxes routières. Prestations des assurances sociales versées à l'étranger, contributions de la Suisse à des organisations internationales et autres transferts à l'étranger, ristournes d'impôts aux pays de domicile des frontaliers, aides publiques en faveur de l'étranger.

**Transferts courants
du secteur public**

Les données proviennent d'enquêtes des autorités fédérales et de la Banque nationale; il s'agit en partie d'estimations.

**Sources (pour la
balance des transactions
courantes)**

Transferts en capital

Remises de dettes et aides financières (dons) de la Confédération, transferts privés en capital et actifs non financiers non produits.

Mouvements de capitaux

Investissements directs suisses à l'étranger: investissements effectués par des entreprises suisses dans des entreprises (filiales, succursales, participations) sises à l'étranger.

Investissements directs étrangers en Suisse: investissements effectués par des entreprises étrangères dans des entreprises (filiales, succursales, participations) sises en Suisse.

Sont pris en considération les mouvements financiers portant sur les fonds propres (libération de capital social; fondation et acquisition, liquidation et vente de filiales et de participations; mise d'un capital d'exploitation ou de dotation à la disposition de succursales), les revenus réinvestis ainsi que les variations des crédits.

Cette statistique est établie à partir d'enquêtes trimestrielles et annuelles de la Banque nationale.

Investissements directs

Investissements de portefeuille à l'étranger: placements de résidents dans des titres de créance et titres de participation émis par des non-résidents (papiers monétaires, obligations, actions, bons de participation, bons de jouissance et parts de fonds de placement). Sont pris en considération les montants nets, c'est-à-dire les nouveaux placements, déduction faite des placements liquidés et remboursés. La statistique est fondée sur les déclarations des banques concernant les achats de papiers-valeurs par la clientèle résidente. Les investissements des banques et entreprises sont tirés des données fournies par ces sociétés sur leurs opérations avec l'étranger.

Investissements de portefeuille en Suisse: placements de non-résidents dans des titres de créance et titres de participation émis par des résidents (papiers monétaires, obligations, bons de caisse, actions, bons de participation, bons de jouissance et parts de fonds de placement). Sont pris en considération les montants nets, c'est-à-dire les nouveaux placements, déduction faite des placements liquidés et remboursés. La statistique est fondée sur les déclarations des banques concernant les achats de papiers-valeurs par la clientèle non résidente. Les données concernant les emprunts émis à l'étranger par des entreprises résidentes sont tirées des relevés sur les opérations des entreprises avec l'étranger.

**Investissements de
portefeuille**

Crédits à l'étranger: variation des crédits accordés à court et long terme à des banques, y compris les créances en métaux précieux; variation des crédits octroyés à la clientèle, y compris les créances hypothécaires et les créances en métaux précieux.

Crédits de l'étranger: variation des engagements à court et long terme envers les banques, y compris les engagements en métaux précieux; variation des engagements à long terme envers la clientèle, y compris sous forme d'épargne et de placements, ainsi que variation des engagements à court terme envers la clientèle, y compris les engagements en métaux précieux. Les valeurs qui sont portées dans la balance des paiements indiquent la variation nette de chaque poste, soit l'afflux de fonds, déduction faite des remboursements.

Ces données sont tirées des déclarations des comptoirs en Suisse des banques sur leurs opérations avec l'étranger.

**Autres mouvements
de capitaux
Crédits des banques
commerciales**

Autres mouvements de capitaux Crédits des entreprises	<p>Crédits à l'étranger: variation des crédits à court et long terme que les entreprises privées et publiques résidentes ont octroyés à des personnes physiques, à des banques et à des entreprises qui sont domiciliées à l'étranger, sans les crédits à des groupes, soit à des filiales, succursales ou participations à l'étranger.</p> <p>Crédits de l'étranger: variation des crédits à court et long terme que des personnes physiques, des banques et des entreprises à l'étranger ont octroyés à des entreprises privées et publiques résidentes, sans les crédits à des groupes, soit à des filiales, succursales ou participations en Suisse.</p> <p>Ces données proviennent des relevés que les entreprises remettent à la Banque nationale.</p>
Autres mouvements de capitaux Crédits des collectivités publiques	<p>Mouvements de capitaux de la Confédération, des cantons, des communes et des assurances sociales.</p> <p>Crédits à l'étranger: crédits à court et long terme que les collectivités publiques ont octroyés à l'étranger.</p> <p>Crédits de l'étranger: engagements à court terme des collectivités publiques envers l'étranger.</p>
Autres investissements	<p>Créances et engagements à titre fiduciaire: les créances à titre fiduciaire enregistrent la variation des fonds fiduciaires qui proviennent de résidents et qui sont placés à l'étranger; les engagements à titre fiduciaire enregistrent la variation des fonds fiduciaires qui proviennent de non-résidents et qui sont placés en Suisse. Les données sont tirées des déclarations des comptoirs en Suisse des banques sur leurs opérations avec l'étranger.</p> <p>Importations et exportations de métaux précieux: importations et exportations d'or et d'argent sous forme brute et sous forme de pièces, selon la statistique du commerce extérieur, ainsi que, depuis 2000, ventes d'or transfrontières de la BNS. Les importations de métaux précieux comptabilisées dans la balance des transactions courantes sont portées en déduction.</p> <p>Participations de la Confédération à des augmentations de capital d'organisations internationales.</p> <p>Ventes d'immeubles en Suisse à des non-résidents, déduction faite des ventes effectuées par des non-résidents à des résidents; sont prises en considération les mutations effectives selon la statistique de l'Office fédéral de la justice.</p> <p>Les autres investissements comprennent également les flux de capitaux du secteur non bancaire avec des banques à l'étranger ainsi que la variation des engagements de la Banque nationale. Ils englobent aussi des éléments correctifs: part des fonds fiduciaires attribuée aux résidents, mais provenant de non-résidents selon des estimations de la Banque nationale, ainsi qu'opérations des banques avec les organisations internationales ayant leur siège en Suisse.</p>
Réserves monétaires et variations de valeur	<p>Ce poste enregistre la variation de l'encaisse-or, des placements de devises, de la position de réserve au Fonds monétaire international (depuis 1992), des moyens de paiement internationaux (DTS) et des crédits d'aide monétaire de la Banque nationale. Pour les avoirs à l'étranger de la Banque nationale, les flux sont pris en considération, depuis 2000, sans les variations découlant des ajustements de valeur. Jusqu'en 1999, les variations de stocks – et non les flux – étaient comptabilisées conformément aux anciennes normes en matière de balance des paiements. La comptabilisation selon la nouvelle méthode a rendu superflue, à partir de 2000, la compensation pour les variations des stocks qui ne sont pas dues aux transactions.</p>

Poste résiduel

Erreurs et omissions	Voir fondements méthodologiques.
-----------------------------	----------------------------------

Fondements juridiques

Nouveaux fondements juridiques des enquêtes servant à établir la balance des paiements et la position extérieure nette (depuis le 1^{er} mai 2004)	<p>La loi du 3 octobre 2003 sur la Banque nationale suisse (loi sur la Banque nationale) et l'ordonnance du 18 mars 2004 relative à la loi sur la Banque nationale confèrent à cette dernière le droit de mener les enquêtes statistiques nécessaires à l'établissement de la balance des paiements et de la statistique de la position extérieure nette. Selon l'annexe à l'ordonnance de la Banque nationale, les personnes morales et autres sociétés sont tenues de fournir des données si le montant de leurs transactions, par trimestre et par objet, dépasse 100 000 francs (1 million de francs dans les mouvements de capitaux), si leurs avoirs ou engagements financiers vis-à-vis de l'étranger dépassent 10 millions de francs au moment de l'enquête ou si leurs investissements directs à l'étranger ou de l'étranger dépassent 10 millions de francs au moment de l'enquête.</p>
---	---

Fondements méthodologiques

La balance des paiements est un état statistique où sont systématiquement résumées, pour une période donnée, les transactions économiques d'une économie avec le reste du monde. Ces transactions portent sur les flux de biens, de services et de revenus, sur les transferts (voir ci-dessous), sur la création et l'extinction de créances et d'engagements financiers ainsi que sur les flux concernant des capitaux d'investissement direct. Les fondements méthodologiques de la balance des paiements sont tirés d'un ouvrage du Fonds monétaire international, le Manuel de la balance des paiements (5^e édition).

Définition

La balance des transactions courantes récapitule les échanges de biens et de services avec l'étranger, les flux transfrontières de revenus de facteurs et les transferts courants entre la Suisse et l'étranger.

Balance des transactions courantes

Les transferts sont des écritures compensatoires passées pour toutes les transactions unilatérales, donc sans contrepartie (aide au développement par exemple), afin de respecter le système d'enregistrement en partie double qui est appliqué à la balance des paiements. On distingue les transferts courants, qui figurent dans la balance des transactions courantes, et les transferts en capital, qui constituent une catégorie à part. Les écritures compensatoires sont enregistrées avant tout dans les transferts courants pour les biens, services et revenus fournis sans contrepartie et dans les transferts en capital pour les prestations en capital sans contrepartie.

Transferts

La création et l'extinction de créances et d'engagements financiers transfrontières sont enregistrées dans les mouvements de capitaux. Ces flux portent, selon leur nature, sur des investissements directs (investissements à caractère de participation dans des entreprises sises à l'étranger), des investissements de portefeuille (investissements dans des papiers-valeurs étrangers), d'autres mouvements de capitaux (principalement les crédits octroyés par des banques et des entreprises à des non-résidents) ainsi que sur les réserves monétaires.

Mouvements de capitaux

Le poste résiduel correspond à la différence entre, d'une part, le total des «recettes» (recettes de la balance des transactions courantes, transferts en capital provenant de l'étranger et importations de capitaux) et, d'autre part, le total des «dépenses» (dépenses de la balance des transactions courantes, transferts en capital vers l'étranger et exportations de capitaux). Une telle différence provient de lacunes et d'erreurs dans les relevés statistiques. Toutes les transactions sont théoriquement comptabilisées du côté «recettes» et du côté «dépenses», si bien que les deux totaux devraient être égaux. Dans la pratique toutefois, il est difficile d'appliquer pleinement ce principe.

Poste résiduel (erreurs et omissions)

Toutes les composantes de la balance des paiements peuvent contribuer à la formation de cette différence. Un poste résiduel indique, s'il est positif (+), que des recettes courantes et des importations de capitaux n'ont pas été recensées et, s'il est négatif (-), que des dépenses courantes et des exportations de capitaux n'ont pas été prises en considération.

La balance suisse des paiements comprend trois balances partielles: la balance des transactions courantes, les transferts en capital et la balance des capitaux. Des relations existent entre ces balances partielles. En théorie (donc abstraction faite des erreurs statistiques constituant le poste résiduel), le solde de la balance des transactions courantes et des transferts en capital correspond au solde, avec un signe (positif ou négatif) inverse, de la balance des capitaux. La somme des trois balances partielles est par conséquent égale à zéro.

Relations entre les balances partielles de la balance des paiements

Balances partielles et comptes nationaux (CN)

La balance des paiements fait partie intégrante du système des comptes nationaux (CN). Au sein de ce système, elle représente le secteur de l'économie extérieure. Les balances partielles de la balance des paiements interviennent dans les CN comme suit:

Balance des paiements	CN
1) Solde de la balance des biens et des services	Contribution de l'extérieur au PIB
2) Solde de la balance des biens et des services + solde des revenus du travail et de capitaux	Contribution de l'extérieur au revenu national
3) Solde de la balance des transactions courantes	Solde de l'épargne intérieure et des investissements intérieurs
4) Solde de la balance des transactions courantes + solde des transferts en capital	Capacité ou besoin de financement

La capacité ou le besoin de financement des CN correspond aussi à la variation, due aux transactions, de la position extérieure nette.

Définition des pays et des régions dans la statistique des investissements directs

Définition des pays

Jusqu'en 1999, y compris les îles Féroé et le Groenland.	Danemark
Y compris Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon ainsi que, depuis 2000, Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.	France
Y compris les Açores et Madère.	Portugal
Y compris Ceuta, Melilla, les îles Baléares et les îles Canaries.	Espagne
Englobe l'Angleterre, l'Ecosse, le Pays de Galles et l'Irlande du Nord ainsi que, jusqu'en 1999, les îles Anglo-Normandes et l'île de Man.	Royaume-Uni
Y compris Porto Rico et Navassa.	Etats-Unis
Y compris les îles Chatham, Kermadec, Three Kings, Auckland, Campbell, Antipodes, Bounty et Snares, sans la dépendance de Ross (Antarctique).	Nouvelle-Zélande
Malaisie péninsulaire et Malaisie orientale (Sarawak, Sabah et Labuan).	Malaisie
Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu.	Taiwan
Y compris les îles Laquedives, l'île Minicoy, les îles Amindivi, Andaman et Nicobar.	Inde
Y compris le Timor-Leste.	Indonésie
Aboû Dabî, Doubaï, Chârdja, Adjmân, Omm al Qaïwaïn, Ras al Khaïmah et Foudjaïrah.	Emirats arabes unis
Y compris le Sahara occidental.	Maroc

Définition des régions

Y compris la Norvège (Svâlbard et Jan Mayen incluses) et l'Islande, mais sans le Liechtenstein qui est rattaché à la Suisse pour ce qui concerne les statistiques.	AELE
Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Albanie, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Etats baltes, Serbie et Monténégro, Macédoine, Moldavie, Roumanie, Slovaquie et Ukraine.	Europe centrale et orientale
Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Andorre, Malte, Saint-Marin, Saint-Siège (Vatican) et Chypre ainsi que, jusqu'en 1999, Monaco. Y compris également, depuis 2000, les îles Féroé.	Reste de l'Europe
Gibraltar, Guernesey, Jersey et l'île de Man.	Centres financiers offshore d'Europe (depuis 2000)
Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: le Groenland (depuis 2000).	Amérique du Nord
Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Afghanistan, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Bhoutan, Brunei, Territoire palestinien occupé, Géorgie, Irak, Iran, Israël, Yémen, Jordanie, Cambodge, Kazakhstan, Qatar, Kirghizistan, République populaire démocratique de Corée, Koweït, Laos, Macao, Maldives, Mongolie, Myanmar, Népal, Oman, Océanie (sans l'Australie et la Nouvelle-Zélande), Sri Lanka, Syrie, Tadjikistan, Turkménistan et Ouzbékistan.	Pays en développement Asie
Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Aruba, Bolivie, Cuba, République Dominicaine, îles Falkland, Guyana, Honduras, Haïti, Nicaragua, Paraguay, Suriname, El Salvador, Trinité-et-Tobago, Saint-Vincent-et-les Grenadines. Jusqu'en 1999, Guadeloupe, Martinique et Guyane française.	Pays en développement Amérique centrale et du Sud
Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis; depuis 2000, y compris îles Vierges des Etats-Unis, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.	Centres financiers offshore d'Amérique centrale et du Sud
Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Algérie, Angola, Guinée équatoriale, Ethiopie, Bénin, Botswana, Territoire britannique de l'océan Indien, Burkina Faso, Burundi, Djibouti, Erythrée, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Cameroun, Cap-Vert, Kenya, Comores, Congo, République démocratique du Congo, Lesotho, Libéria, Libye, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Rwanda, Zambie, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Zimbabwe, Somalie, Sainte-Hélène, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Togo, Tchad, Tunisie, Ouganda, République Centrafricaine ainsi que, jusqu'en 1999, Réunion.	Pays en développement Afrique

